

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2011 — 3452

[C — 2011/27236]

15 DECEMBRE 2011. — Décret contenant le budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2012 (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'année budgétaire 2012, les recettes courantes de la Wallonie sont évaluées à 6.426.457.000 euros, conformément au Titre I du tableau annexé au présent décret.

Art. 2. Pour l'année budgétaire 2012, les recettes en capital de la Wallonie sont évaluées à 623.888.000 euros, conformément au Titre II du tableau annexé au présent décret.

Art. 3. Les impôts et les taxes perçus au profit de la Wallonie existants au 31 décembre 2011 seront recouverts pendant l'année 2012 d'après les lois, décrets, arrêtés et tarifs qui en règlent l'assiette et la perception.

Art. 4. § 1^{er}. Le Ministre du Budget et des Finances est autorisé à couvrir, par des emprunts, lesquels peuvent être émis tant en Belgique qu'à l'étranger, en euro qu'en monnaies étrangères :

1° le financement des dépenses budgétaires non couvertes par les recettes budgétaires;

2° le remboursement des emprunts et des obligations non encore amorties des emprunts libellés en euro ou en monnaies étrangères dont l'échéance finale se situe en 2012;

3° le remboursement par anticipation de tout ou partie d'emprunts libellés en euro ou en monnaies étrangères, conformément aux dispositions des arrêtés ministériels d'émission ou des conventions d'emprunt;

4° les opérations de gestion journalières du Trésor ou les opérations de gestion financière réalisées dans l'intérêt général du Trésor, en ce compris les placements nécessaires à leur bonne fin.

§ 2. Le Ministre du Budget et des Finances est autorisé à convertir, avec l'accord des porteurs et aux conditions du marché, tout ou partie d'emprunts existants en emprunts du type « Billets de trésorerie à long terme » et d'en adapter l'échéance.

Art. 5. Le Ministre du Budget et des Finances est autorisé :

1° à créer des billets de trésorerie ou d'autres instruments de financement portant intérêt, à concurrence du montant des emprunts à contracter et ce, aussi bien en Belgique qu'à l'étranger, en euro et en monnaies étrangères;

2° à conclure toute opération de gestion journalière du Trésor ou toute opération de gestion financière réalisée dans l'intérêt général du Trésor, en ce compris la conclusion de conventions de placement nécessaires à leur bonne fin, dans le respect du principe de prudence;

3° en ce qui concerne les emprunts privés émis par la Wallonie en Belgique ou à l'étranger, à adapter, en accord avec les prêteurs, les conditions et termes de remboursement;

4° en ce qui concerne les emprunts émis par la Wallonie en Belgique ou à l'étranger, à conclure des opérations financières de gestion visées à l'article 7, 2°.

Art. 6. Les dépenses provisoires relatives à la constitution d'actifs (emprunts publics et billets de trésorerie à long terme) et les coûts annexes ainsi que les recettes afférentes à la réalisation de ces actifs constitués, les dépenses annexes et les revenus en découlant peuvent être enregistrés sur des comptes financiers spéciaux ouverts à cette fin dans une institution financière de droit belge établie en Belgique avec laquelle la Wallonie a conclu une convention d'agent financier découlant légalement de l'utilisation d'instruments financiers visés à l'article 6, 1° et, notamment, les dispositions de l'arrêté royal du 22 décembre 1995 relatif au contrôle des teneurs de comptes agréés pour la tenue de comptes de titres dématérialisés de l'Etat, des Communautés, des Régions, des Provinces, des autorités locales ou des établissements publics.

Les actifs constitués peuvent aussi être inscrits en comptes titres spéciaux ouverts au nom du Trésor wallon à cette fin dans une institution financière de droit belge établie en Belgique avec laquelle la Wallonie a conclu une convention d'agent financier découlant légalement de l'utilisation d'instruments financiers visés à l'article 6, 1° et notamment les dispositions de l'arrêté royal du 22 décembre 1995 relatif au contrôle des teneurs de comptes agréés pour la tenue de comptes de titres dématérialisés de l'Etat, des Communautés, des Régions, des Provinces, des autorités locales ou des établissements publics.

Art. 7. Le Ministre du Budget et des Finances est autorisé à porter en déduction des charges d'emprunts de la Wallonie :

1° les revenus de placements de produits d'emprunts en euro effectués dans le cadre des opérations de gestion du Trésor visées à l'article 5,1° et 2°;

2° les revenus ou capitaux attribués à la Wallonie suite à des opérations de gestion du Trésor en matière de « swap » d'intérêts, d'arbitrages, de couvertures de risque telles que les options ou autres opérations réalisées au moyen d'emprunts de la Wallonie et aux fins d'en alléger les charges financières.

Art. 8. La Wallonie peut recevoir en 2012 une dotation complémentaire de 15.230 milliers € de la part de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Art. 9. Les soldes de trésorerie de l'ex-OWDR peuvent être affectés à l'article 76.02 de la division 15 (Fonds en matière de politique foncière).

Art. 10. Sont insérés à l'article 126 du décret du 3 juillet 2008 relatif au soutien de la recherche, du développement et de l'innovation en Wallonie les termes suivants :

« 4° par les sommes versées à la Région dans le cadre du projet RE-WILL (Recherche d'excellence - Walloon Institute for Life sciences Lead) ».

Art. 11. § 1^{er}. Le 1° de l'article 2 du décret du 19 novembre 1998 instaurant une taxe sur les automates en Région wallonne est remplacé par le texte suivant :

« 1° « automate » :

- a) les appareils distributeurs automatiques de billets de banques accessibles au public;
- b) les guichets automatisés, c'est-à-dire les terminaux d'ordinateur mis à la disposition par les organismes bancaires et permettant d'effectuer différentes opérations bancaires, dont la distribution automatique de billets de banque;
- c) les guichets automatisés, c'est-à-dire les terminaux d'ordinateur mis à la disposition par les organismes bancaires et permettant d'effectuer différentes opérations bancaires, dont la réalisation automatique de paiement et la distribution automatique des extraits de compte;
- d) les appareils distributeurs de carburants accessibles au public, en libre-service pour lesquels le carburant peut être payé par un système automatisé;
- e) les appareils distributeurs de carburants accessibles au public, en libre-service pour lesquels le carburant doit être payé par un système automatisé;
- f) les appareils distributeurs automatiques de tabacs, cigares ou cigarettes. »

§ 2. Le § 1^{er} de l'article 4 du même décret est remplacé par le texte suivant :

« Art. 4. § 1^{er}. Le montant de la taxe est fixé comme suit :

- 1) pour les automates visés à l'article 1^{er}, a), b) et c) : 3.500 euros par automate;
- 2) pour les appareils distributeurs de carburants accessibles au public, en libre service pour lesquels le carburant peut être payé par un système automatisé :
 - a) pour les distributeurs de carburant en libre-service entièrement automatisés : 743,56 euros par pistolet;
 - b) quand plusieurs pistolets sont reliés à un compteur et ne peuvent être utilisés simultanément : 1.062,63 euros par compteur;
- 3) pour les appareils distributeurs de carburants accessibles au public, en libre service pour lesquels le carburant doit être payé par un système automatisé :
 - a) pour les distributeurs de carburant en libre-service entièrement automatisés : 875 euros par pistolet;
 - b) quand plusieurs pistolets sont reliés à un compteur et ne peuvent être utilisés simultanément : 1.250 euros par compteur;
- 4) pour les appareils distributeurs automatiques de tabacs, cigares et cigarettes : 500 euros par appareil distributeur.

Les montants des taxes précitées sont adaptés chaque année en fonction des fluctuations de l'indice des prix à la consommation. La Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie publie chaque année, à partir de l'année 2012, au *Moniteur belge* les montants de la taxe à percevoir pour la période imposable en cours, adaptés dans la même proportion que l'évolution de l'indice des prix à la consommation entre les mois de juin de l'année de la publication et de l'année précédente. »

§ 3. Les dispositions visées aux §§ 1^{er} et 2 sont applicables à partir de la période imposable 2011.

Art. 12. § 1^{er}. A l'article 97, alinéa 2, du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, inséré par le décret du 5 mars 2008 portant création d'un éco-malus sur les émissions de CO₂ par les véhicules automobiles des personnes physiques, le deuxième tiret est remplacé par la disposition suivante :

« — la seconde, appelée « éco-malus », étant basée sur la catégorie d'émissions de CO₂ du véhicule automobile mis en usage. ».

§ 2. A l'article 97bis du même Code, inséré par le décret du 5 mars 2008 portant création d'un éco-malus sur les émissions de CO₂ par les véhicules automobiles des personnes physiques, le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. La seconde composante de la taxe due pour les voitures et voitures mixtes visées par l'article 94, 1^o, mises en usage par une personne physique domiciliée en Région wallonne, appelée « éco-malus », est calculée conformément aux articles 97quater et 97quinquies ».

§ 3. Dans le Titre V, chapitre IV, section 1^{re} du même Code, le § 2 inséré par le décret du 5 mars 2008 portant création d'un éco-malus sur les émissions de CO₂ par les véhicules automobiles des personnes physiques et modifié par le décret du 10 décembre 2009, est remplacé par les dispositions suivantes :

« § 2. Calcul de l'éco-malus

Art. 97quater. § 1^{er}. Lorsqu'un véhicule automobile est mis en usage sur le territoire de la Région wallonne, qu'il remplace ou non un autre véhicule automobile lors de sa mise en usage, l'Eco-malus est calculé sur la catégorie des émissions de CO₂ de ce véhicule automobile nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne.

§ 2. Les émissions de CO₂ du véhicule automobile nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne, sont classifiées selon les fourchettes d'émissions de CO₂ indiquées dans la colonne I du tableau suivant.

Le chiffre indiqué en colonne II du tableau suivant, au regard de chaque fourchette d'émissions de CO₂, est appelé « catégorie d'émissions du véhicule automobile nouvellement mis en usage ».

I	II
Emissions de CO ₂ du véhicule automobile nouvellement mis en usage	Catégorie d'émissions du véhicule automobile nouvellement mis en usage
De 0 à 98	1
De 99 à 104	2
De 105 à 115	3
De 116 à 125	4
De 126 à 135	5
De 136 à 145	6
De 146 à 155	7
De 156 à 165	8
De 166 à 175	9
De 176 à 185	10
De 186 à 195	11
De 196 à 205	12
De 206 à 215	13
De 216 à 225	14
De 226 à 235	15
De 236 à 245	16
De 246 à 255	17
A partir de 256	18

Le chiffre représentant la catégorie d'émissions du véhicule automobile nouvellement mis en usage, tel qu'indiqué dans la colonne II du tableau qui précède, à condition que ce chiffre soit inférieur à 15, est diminué de 1, lorsque le bénéficiaire a trois enfants à charge, ou de 2, lorsque le bénéficiaire a au moins quatre enfants à charge, à la date de la mise en usage du véhicule; le Ministre de la Région wallonne qui a les Finances dans ses attributions, détermine les modalités d'octroi de cet avantage précité qui pourrait être accordé, soit d'office, soit sur demande de l'intéressé.

Pour les véhicules qui, à la date de la mise en usage du véhicule, sont inscrits dans un répertoire matricule de véhicules comme ayant le gaz de pétrole liquéfié pour type de carburant ou source d'énergie, le chiffre représentant la catégorie d'émissions du véhicule automobile nouvellement mis en usage, tel qu'indiqué dans la colonne II du tableau qui précède, est diminué de 1.

§ 3. La deuxième composante de la taxe, évoquée à l'article 97, alinéa 2, appelée « Eco-Malus », est le montant résultant de l'application des montants calculés conformément à l'article 97quinquies, au regard du chiffre représentant la catégorie d'émissions du véhicule automobile nouvellement mis en usage, calculée conformément au § 2.

Art. 97quinquies. Le montant de l'Eco-Malus est le suivant.

I	II
Chiffre représentant la catégorie d'émissions du véhicule automobile nouvellement mis en usage, le cas échéant diminuée conformément à l'article 97quater, § 2, alinéas 3 et 4	Montant de l'Eco-Malus
7	100 €
8	175 €
9	250 €
10	375 €
11	500 €

I	II
12	600 €
13	700 €
14	1.000 €
15	1.200 €
16	1.500 €
17	2.000 €
18	2.500 €

Par dérogation au présent tableau, le montant de l'Eco-Malus est égal à 0 €, pour les véhicules qui sont visés par l'article 2, § 2, alinéa 2, 7°, de l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité, et qui sont immatriculés sous la marque d'immatriculation spécifique prévue par l'article 4,

§ 3, de l'arrêté ministériel du 23 juillet 2001 relatif à l'immatriculation des véhicules.

Le Gouvernement wallon peut modifier les montants et catégories repris au présent § 3. Il saisira le Parlement wallon, immédiatement s'il est réuni, sinon dès l'ouverture de sa plus prochaine session, d'un projet de décret de confirmation des arrêtés ainsi pris. »

§ 4. Dans le Titre V, chapitre IV, section 1^{re} du même Code, le § 3 inséré par le décret du 5 mars 2008 et modifié par le décret du 20 décembre 2009 et le § 3bis inséré par le décret du 10 décembre 2009, sont abrogés.

§ 5. Dans le Titre V, chapitre IV, section 1^{re} du même Code, le § 4 inséré par le décret du 5 mars 2008 et modifié par le décret du 10 décembre 2009 devient le § 3 et l'article 97dixies devient l'article 97sexies.

§ 6. Les dispositions visées par le § 4 restent maintenues pour les véhicules ayant fait l'objet d'un bon de commande, d'un contrat de financement ou d'une convention d'achat signé au plus tard le 31 décembre 2011 et à la condition que le bénéficiaire adresse une demande accompagnée du bon de commande, du contrat de financement ou de la convention d'achat au service en charge de l'éco-bonus au plus tard le 8 janvier 2012.

Art. 13. § 1^{er}. A l'article 131bis du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, le § 1^{er} est remplacé par le texte suivant, rédigé comme suit :

« § 1^{er}. Par dérogation à l'article 131 pour les donations entre vifs de biens meubles, il est perçu, sur l'émolument brut de chacun des donataires, un droit proportionnel de :

- 1° 3,3 % pour les donations en ligne directe, entre époux et entre cohabitants légaux;
- 2° 5,5 % pour les donations entre frères et sœurs, et entre oncles ou tantes et neveux ou nièces;
- 3° 7,7 % pour les donations à d'autres personnes. »

§ 2. A l'article 44 du même Code, les mots : « , ou à 10 % lorsque les conventions translatives précitées donnent lieu à l'octroi à l'acquéreur d'un crédit hypothécaire conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007 portant règlement des prêts hypothécaires de la Société wallonne du Crédit social et des Guichets du Crédit social, ou à l'octroi d'un prêt hypothécaire par le Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 concernant les prêts hypothécaires et l'aide locative du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie » sont supprimés.

§ 3. A l'article 209 du même Code, le 6° est remplacé par le texte suivant, rédigé comme suit :

« 6° les droits perçus du chef d'un acte juridique enregistré avant application à cet acte de la réduction du tarif à 5 %, inscrite aux articles 44, 53 et 57, à concurrence du supplément de droits entre le taux appliqué lors de l'enregistrement de l'acte et le taux réduit prévu dans ces dernières dispositions; cette restitution est soumise à la formation d'une demande en restitution au pied de l'acte de prêt hypothécaire donnant droit à la réduction sur l'acte de vente de l'immeuble sur lequel porte l'hypothèque, signée par l'acheteur et le notaire instrumentant, avant l'enregistrement de cet acte de prêt; cette demande au pied de l'acte doit contenir le nom du bénéficiaire de la restitution et, le cas échéant, le numéro du compte sur lequel doit être versé le montant des droits à restituer; ».

§ 4. Le présent article entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*. Les §§ 2 et 3 s'appliquent toutefois à tous les actes authentiques passés à partir du 1^{er} janvier 2012 sauf s'ils constatent une convention qui a fait l'objet d'un acte sous seing privé antérieur à cette date. Cet acte authentique restera soumis à l'ancien taux de 10 % s'il est présenté au bureau de l'enregistrement en même temps que l'acte sous seing privé, précité, avec la preuve que le prêt hypothécaire octroyé par la Société wallonne du Crédit social et des Guichets du Crédit social ou le Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie, l'a été sur base d'une demande introduite au plus tard le 31 décembre 2011.

CHAPITRE II. — Dispositions relatives aux déchets

Art. 14. A l'article 5 du décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, le § 1^{er} est remplacé par « le montant de la taxe sur la mise en CET des déchets ménagers est fixé, à partir de l'exercice 2010 à 60 euros/t pour les déchets non dangereux et à 65 euros/t pour les déchets dangereux. Ces montants relatifs aux déchets ménagers sont augmentés à partir de l'exercice 2012, d'un montant de 2 euros/t indépendamment et complémentirement à l'index appliqué sur le montant de 2010 ».

A l'article 5 du même décret, le § 2 est remplacé par « le montant de la taxe sur la mise en CET des déchets non ménagers non dangereux est fixé, à partir de l'exercice 2010, à 60 euros/t. En ce qui concerne les déchets non ménagers dangereux, le montant est fixé, à partir de l'exercice 2010, à 65 euros/t. Ces montants relatifs aux déchets non ménagers sont augmentés à partir de l'exercice 2012, d'un montant de 2 euros/t, indépendamment et complémentirement à l'index appliqué sur le montant de 2010 ».

Art. 15. A l'article 6, le § 1^{er} est remplacé par :

« Le montant de la taxe est réduit dans les hypothèses et aux montants suivants :

1° 25 euros/tonne, s'agissant des résidus de traitement par incinération, des cendres volantes provenant de centrales thermiques, des déchets résultant d'un traitement par inertage ou stabilisation, des sables de fonderie non inertes, et des résidus provenant du traitement des déchets issus de la production ou de la fabrication de la fonte et de l'acier;

2° 15 euros/tonne, s'agissant des déchets provenant de la destruction d'épaves de voitures et de ferrailles;

3° 16 euros/tonne, s'agissant des résidus non inertes d'unités de recyclage du verre utilisant du verre collecté sélectivement pour la production de verre neuf;

4° 60 euros/tonne, s'agissant des déchets inertes, sans préjudice du 10°, en ce compris les déchets inertes provenant de terrils et dépôts autorisés et devant être évacués en centre d'enfouissement technique dans le cadre de mesures de sécurité approuvées par les fonctionnaires compétents lorsque, de l'avis de l'Office, les procédés de gestion autres que l'excavation et la mise en centre d'enfouissement technique entraîneraient des dépenses démesurées ou seraient impraticables;

5° 3 euros/tonne, s'agissant des déchets autres que ceux visés au 10°, provenant d'opérations d'assainissement de sols approuvées par les fonctionnaires désignés par le Gouvernement ou par le Gouvernement lui-même lorsque, de l'avis de l'Office, les procédés d'assainissement autres que l'excavation et la mise en centre d'enfouissement technique entraîneraient des dépenses démesurées ou seraient impraticables;

6° 3 euros/tonne, s'agissant des résidus et des terres décontaminées issus des centres d'assainissement de sols autorisés autres que les terres visées au 10°;

7° 3 euros/tonne, s'agissant des déchets provenant de la fabrication de la fibre de verre, des matières enlevées du lit, des berges et des annexes des cours et plans d'eau, des déchets provenant des opérations de traitement des eaux en vue de les potabiliser, des déchets d'oxydes de fer provenant de la production de zinc, connus sous le nom de jarosite et goethite, et des gangues de minerai de manganèse issues de la production de sels et oxydes de manganèse;

8° 3 euros/tonne, s'agissant des déchets contenant du phosphogypse, des boues de soude, des boues d'épuration de saumures de matières minérales et des déchets miniers;

9° 3 euros/tonne, s'agissant des boues ou des résidus solides résultant de la fabrication de pâte recyclée en provenance d'entreprises utilisant des déchets de papier et carton comme tout ou partie de matière première pour la production de papier et de carton neufs;

10° 0,25 euro/tonne, s'agissant de terres admissibles en C.E.T. de classe 3 ou de classe 5.3, à l'exception de celles utilisées aux fins de la couverture finale et de la remise en état des centres d'enfouissement technique;

11° 0 euro/tonne, s'agissant des déchets contenant des fibres d'amiante s'agissant des déchets valorisables utilisés en C.E.T. au titre de substituts à des produits ou équipements nécessaires à l'exploitation et à la réhabilitation du C.E.T., en conformité avec le permis d'exploiter ou le permis d'environnement.

Les taux réduits tels que fixés par l'alinéa 1^{er} ne sont applicables qu'aux déchets qui ne sont pas interdits de mise en C.E.T. »

Art. 16. L'article 10 du même décret du 22 mars 2007 est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Le montant de la taxe sur l'incinération de déchets non dangereux avec récupération de chaleur est fixé à 8,1 euros/tonne à partir de l'exercice 2012.

Lorsque l'incinération est réalisée sans récupération de chaleur, le montant visé à l'alinéa précédent est porté à 50 euros/tonne.

§ 2. Lorsque l'incinération des déchets n'est pas couverte par un permis d'environnement ou un permis d'exploiter conformément à la législation en vigueur, le montant de la taxe est fixé à 150 euros/tonne, avec un minimum de 150 euros. ».

Art. 17. L'article 11 du même décret du 22 mars 2007 est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Le montant de la taxe sur l'incinération de déchets dangereux avec récupération de chaleur est fixé à 24 euros/tonne à partir de l'exercice 2012.

Lorsque l'incinération est réalisée sans récupération de chaleur, le montant visé à l'alinéa précédent est porté à 60 euros/tonne.

§ 2. Lorsque l'incinération des déchets dangereux n'est pas couverte par un permis d'environnement ou un permis d'exploiter conformément à la législation en vigueur, le montant de la taxe est fixé à 600 euros/tonne, avec un minimum de 600 euros. ».

Art. 18. Dans l'article 12, l'alinéa 2 du même décret du 22 mars 2007 est remplacé par ce qui suit :

« Par dérogation aux articles 10, § 1^{er}, et 11, § 1^{er}, le montant de la taxe sur l'incinération des déchets issus d'opérations d'assainissement de sols approuvées par les fonctionnaires désignés par le Gouvernement ou par le Gouvernement lui-même est fixé à 2 euros/tonne en cas de récupération de chaleur et à 3 euros/tonne en l'absence de récupération de chaleur. ».

Art. 19. Dans l'article 16 du même décret du 22 mars 2007, le § 1^{er} est remplacé comme suit :

« Le montant de la taxe visée au présent chapitre est fixé à 6,75 euros/tonne, à partir de l'exercice 2012. ».

CHAPITRE III. — Dispositions relatives à l'eau

Art. 20. A l'article D.252 du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 2 est remplacé par :

« § 2. Les prises d'eau potabilisable sont soumises à une contribution de prélèvement annuelle dont le montant est fixé à 0,0756 euro le mètre cube.

Les autres prises d'eau souterraine, à l'exception des prélèvements qui n'atteignent pas 3 000 mètres cubes, sont soumises à une contribution de prélèvement annuelle dont le montant est fixé comme suit :

1° sur la tranche de 0 à 20 000 m³ d'eau : 0,0248 euro par mètre cube d'eau prélevée;

2° sur la tranche de 20 001 à 100 000 m³ d'eau : 0,0496 euro par mètre cube d'eau prélevée;

3° sur la tranche supérieure à 100 000 m³ d'eau : 0,0744 euro par mètre cube d'eau prélevée. »;

2° dans le § 3, le 6° est abrogé. »

CHAPITRE IV. — *Dispositions relatives aux sites d'activité économique désaffectés*

Art. 21. A l'article 2 du décret du 27 mai 2004 instaurant une taxe sur les sites d'activité économique désaffectés :

— le nombre 5 000 est remplacé par le nombre 1 000;

— le nombre 50 est remplacé par le nombre 25;

— est ajouté un alinéa rédigé comme suit :

« La taxe reste due si les travaux ayant pour objectif de mettre fin aux causes de taxation sont exécutés sans respecter les dispositions légales qui les régissent. ».

Art. 22. A l'article 5 du même décret, les termes « ou de chaque constat annuel postérieur à celui-ci tel que visé à l'article 7, § 3, alinéa 2 » sont remplacés par les termes « ou des constats postérieurs visés à l'article 7, § 3, alinéa 2, ou, à défaut de constat, au 1^{er} octobre de l'année considérée ».

Art. 23. A l'article 6 du même décret, le 1^{er} alinéa est remplacé par le texte suivant : « La période imposable est l'année au cours de laquelle est dressé un deuxième constat visé à l'article 7, § 2, alinéa 2, établissant l'existence d'un site d'activité économique désaffecté maintenu en l'état, ou les années postérieures durant lesquelles le site est maintenu en l'état au sens de l'article 2. »

Le troisième alinéa est remplacé par le texte suivant : « La taxe peut être enrôlée jusqu'au 30 juin de l'année qui suit l'année imposable. »

Art. 24. A l'article 7, § 2, du même décret, le nombre douze est remplacé par le nombre neuf.

Le 1^{er} alinéa du § 3 est remplacé par le texte suivant : « § 3. A partir de la troisième année, le site est présumé maintenu en l'état au sens de l'article 2. Toutefois, le redevable peut demander aux fonctionnaires visés au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, d'effectuer un contrôle. »

Art. 25. A l'article 9 du même décret, les trois premiers paragraphes sont remplacés par le texte suivant :

« § 1^{er}. L'exigibilité de la taxe de même que le cours de la prescription de son recouvrement sont suspendus dans le cas visé au § 2.

§ 2. La suspension intervient pour les sites soumis aux dispositions du chapitre IV du décret du 5 décembre 2008. relatif à la gestion des sols, tant que le titulaire des obligations mises à sa charge en application de ce décret respecte ses obligations.

§ 3. La suspension prend cours à dater de l'année au cours de laquelle naissent ces obligations.

Elle concerne les taxes relatives aux années durant lesquelles durent ces obligations.

Les taxes sont dégrévées lorsque l'administration délivre un certificat de contrôle du sol en application de l'article 67 dudit décret. »

Art. 26. Un article 9bis, rédigé comme suit, est ajouté au même décret :

« Art. 9bis. Les communes peuvent lever des centimes additionnels à la taxe régionale.

Peuvent lever ces centimes les communes qui participent annuellement au recensement et à la mise à jour de la liste des sites susceptibles d'être concernés par la présente taxe. »

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 27. Sauf autre disposition, le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2012.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 15 décembre 2011.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,

A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,

J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,

P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,

Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité,
de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

B. LUTGEN

Note

(1) *Session 2011-2012.*

Documents du Parlement wallon, 4-III a (2011-2012) N^{os} 1 à 6.

Compte rendu intégral, séance plénière du 14 décembre 2011.

Discussion.

Compte rendu intégral, séance plénière du 15 décembre 2011.

Discussion.

Vote.

BUDGET DES RECETTES DE LA REGION WALLONNE POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2012

Ministre ordon- nateur	Article	DESIGNATION DES PRODUITS	Evaluations initiales (en milliers EUR)	
			Par article	Total
TITRE I.- RECETTES COURANTES.				
Secteur I. Recettes fiscales				
<i>Division 12 - Recettes fiscales générales</i>				
AN	36.01.90	Taxe sur les jeux et paris	18.439	
AN	36.02.90	Taxe sur les appareils automatiques de divertissement	15.257	
AN	36.03.90	Taxe d'ouverture des débits de boissons fermentées	0	
AN	36.04.40	Droits d'enregistrement sur les transmissions à titre onéreux de biens immeubles	895.138	
AN	36.05.40	Droits d'enregistrement sur la constitution d'une hypothèque sur un bien immeuble situé en Belgique	87.702	
AN	36.06.40	Droits d'enregistrement sur les partages partiels ou totaux de biens immeubles situés en Belgique, les cessions à titre onéreux entre copropriétaires, de parties indivises de tels biens	18.529	
AN	36.07.40	Droits d'enregistrement sur les donations entre vifs de biens meubles ou immeubles	83.918	
AN	36.08.60	Taxe de circulation sur les véhicules automobiles	435.155	
AN	36.09.60	Taxe de mise en circulation	146.273	
AN	36.10.90	Redevance radio et télévision	115.000	
AN	36.11.90	Eurovignette	0	
AN	36.12.90	Taxes sur les automates	16.921	
AN	36.13.80	Taxes sur les logements abandonnés	25	
AN	36.14.80	Taxe sur la différence d'émission de CO2 par les véhicules automobiles mis en usage par une personne physique (Malus)	0	
AN	37.01.00	Précompte immobilier	31.253	
AN	37.02.00	Intérêts et amendes sur impôts régionaux (article 6 §5 de la loi spéciale du 13 juillet 2001)	16.771	
Total pour la Division 12				1.880.381
<i>Dont recettes affectées</i>				0
<i>Division 15 - Recettes fiscales spécifiques (Agriculture, ressources naturelles et environnement)</i>				
HE	36.01.70	Taxes et redevances perçues en vertu du décret du 25 juillet 1991 sur les déchets (recettes affectées au Fonds pour la gestion des déchets : allocation de base 01.01, programme 13, division organique 15)	24.500	
HE	36.02.70	Taxes, redevances et contributions de prélèvement perçues en vertu du décret-programme 1997 (recette affectée au Fonds pour la protection des eaux : allocation de base 01.03, programme 13, division organique 15)	35.455	
HE	36.03.70	Taxes et redevances perçues en vertu du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement (recettes affectées au Fonds pour la protection de l'Environnement : allocation de base 01.03, programme 13, division organique 15)	254	
HE	38.02.50	(Nouveau) Sommes perçues en vertu du décret du 5 juin 2008 relatif à la répression des infractions en matière d'environnement (recettes affectées au Fonds pour la protection de l'Environnement : allocation de base 01.03, programme 13, division organique 15)	500	
Total pour la Division 15				60.709
<i>Dont recettes affectées</i>				60.709
<i>Division 16 - Recettes fiscales spécifiques (Aménagement du territoire, logement, patrimoine et énergie)</i>				
HE	36.14.90	Taxes sur les sites d'activité économique désaffectés (recettes affectées au Fonds d'assainissement des sites d'activités économiques à réhabiliter et des sites d'assainissement prioritaire des paysages : allocation de base 01.01., division 16, programme 03)	1.100	
Total pour la Division 16				1.100
<i>Dont recettes affectées</i>				1.100
Total pour le Secteur I.				1.942.190
<i>Dont recettes affectées</i>				61.809
Secteur II. Recettes générales non fiscales				
<i>Division 01 - Recettes générales</i>				
DE	16.03.12	Frais d'inscription à des manifestations organisées par la Région	0	
DE	16.07.12	Produit d'études et vente de publications dans le domaine des statistiques	0	
DE	38.01.10	Fonds budgétaire en matière de Loterie (recettes affectées au Fonds budgétaire en matière de Loterie : allocation de base 01.01, programme 03, division organique 10)	4.870	
DE	49.11.20	Recette provenant de la Communauté française au titre de sa participation au suivi du Plan Stratégique Transversal 2 "Développement du capital humain, des connaissances et du savoir-faire"	0	
Total pour la Division 01				4.870
<i>Dont recettes affectées</i>				4.870

			(en milliers EUR)	
Ministre ordon- nateur	Article	DESIGNATION DES PRODUITS	Evaluations initiales	
			Par article	Total
<i>Division 11 (Personnel et affaires générales)</i>				
NO	11.01.10	Remboursements en relation avec les dépenses exposées pour les traitements, allocations et charges sociales des agents du SPW	1.300	
NO	11.02.00	Remboursement au SPW des traitements et allocations des membres du Centre de Recherche agronomique de Gembloux	0	
NO	11.04.00	Remboursement au SPW des traitements et allocations des Receveurs régionaux	9.000	
NO	11.05.40	Cotisation du personnel du SPW à l'achat de titres-repas	50	
Total pour la Division 11				10.350
<i>Dont recettes affectées</i>				0
<i>Division 12 (Budget, logistique et technologie de l'information et de la communication)</i>				
AN	06.01.00	Produits divers	11.065	
AN	06.02.00	Remboursement de sommes indûment payées	1.500	
AN	08.01.30	Remboursement des sommes en relation avec les dépenses exposées par les organes de contrôle de la Région auprès des O.I.P. soumis aux lois des 10 juin 1937 et 16 mars 1954 et auprès des autres organismes pararégionaux	0	
AN	12.01.11	Versement par les comptables opérant au moyen d'avances de fonds des sommes non utilisées	3.827	
AN	16.01.12	Récupération de sommes en relation avec les dépenses de matériel et de services exposées pour le fonctionnement des administrations, y compris le produit de la vente des biens désaffectés	40	
AN	16.06.12	Produit de la vente de biens non durables et de services	700	
AN	16.10.12	Recettes courantes découlant de la gestion du patrimoine régional	0	
AN	16.14.12	Produits de la location de biens non spécifiques	600	
AN	26.02.10	Intérêts de placements	332	
AN	27.01.30	Produit des opérations d'excédents d'émissions d'emprunts	0	
AN	38.02.00	Récupération des créances contentieuses	300	
AN	38.03.00	Prélèvement des cautions et produits des cautions après faillite	50	
AN	38.04.00	Produit des retenues et des pénalités pour retard appliquées à des adjudicataires	100	
AN	46.01.00	Contribution du Fonds d'égalisation des budgets de la Région wallonne	0	
AN	49.01.42	Partie attribuée de l'impôt sur les personnes physiques	3.770.213	
AN	49.02.42	Partie attribuée de l'impôt sur les personnes physiques - Calcul définitif exercice antérieur	0	
AN	49.06.41	Arriérés des recettes dues à la Région par la Régie des Bâtiments	0	
AN	49.07.20	Moyens transférés par la Communauté française	337.451	
AN	49.08.20	Moyens complémentaires transférés par la Communauté française	0	
AN	49.09.20	Moyens transférés par la Communauté française - Calcul définitif exercice antérieur	4.278	
AN	49.10.20	Dotations exceptionnelles de la Communauté française	15.230	
AN	49.11.43	Dégrèvement fiscaux	10	
AN	49.12.42	Dotations Fédérales groupe jeux et Paris	0	
Total pour la Division 12				4.145.696
<i>Dont recettes affectées</i>				0
<i>Division 16 (Aménagement du territoire, logement, patrimoine et énergie)</i>				
AN	38.01.00	Produit de la redevance liée à l'organisation du marché de l'électricité et du gaz	0	
Total pour la Division 16				0
<i>Dont recettes affectées</i>				0
<i>Division 17 (Pouvoirs locaux, action sociale et santé)</i>				
AN	49.04.41	Remboursement de la quote-part du Gouvernement fédéral dans le cadre des conventions de premier emploi	5.883	
Total pour la Division 17				5.883
<i>Dont recettes affectées</i>				0
Total pour le Secteur II.				4.166.799
<i>Dont recettes affectées</i>				4.870
Secteur III. Recettes spécifiques				
<i>Division 12 (Budget, logistique et technologie de l'information et de la communication)</i>				
AN	21.01.11	Remboursement des versements provisionnels excédentaires des intérêts de la dette	0	
AN	30.01.00	Différentiel d'intérêts d'emprunts contractés par la SWCS pour le financement des programmes d'activité 1986 et 1987	3.067	
Total pour la Division 12				3.067
<i>Dont recettes affectées</i>				0

Ministre ordonnateur	Article	DESIGNATION DES PRODUITS	(en milliers EUR)	
			Evaluations initiales Par article	Total
Division 13 (Routes et bâtiments)				
AN	01.01.00	Fonds relatif au sport équestre (recettes affectées au Fonds relatif au sport équestre : allocation de base 01.01, programme 11, division organique 13)	800	
LU	06.01.00	Remboursements effectués par des tiers en matière d'avaries au domaine public du réseau routier et autoroutier de la Région - Produit des redevances et autorisations domaniales consenties sur les routes et autoroutes (recettes affectées au Fonds du péage et des avaries : allocation de base 01.01, programme 02, division organique 13)	69.106	
LU	06.04.12	Recettes résultant des prestations externes des bureaux d'études du Service public de Wallonie (recettes affectées au Fonds des études techniques : allocation de base 01.03, programme 03, division organique 13)	700	
NO	11.06.10	Remboursements inhérents à la prise en charge des rémunérations, allocations et charges sociales du personnel employé par les bureaux d'études émergeant au Fonds des Etudes techniques	50	
LU	16.07.12	Produit de la location de biens	220	
MA	28.01.10	Revenus liés à l'exploitation des réseaux de télécommunications	40	
LU	28.02.10	Redevances liées à l'exploitation des établissements annexes situés sur le réseau routier	0	
LU	39.01.10	Programme CEE Infrastructure Transports - Routes	0	
Total pour la Division 13				70.916
<i>Dont recettes affectées</i>				70.606
Division 14 (Mobilité et voies hydrauliques)				
LU	06.02.10	Remboursements effectués par des tiers en matière d'avaries au domaine public du réseau des Voies hydrauliques. - Produit des redevances et des autorisations domaniales consenties sur les cours d'eau. - (recettes affectées au Fonds du trafic et des avaries : allocation de base 01.02, programme 11, division organique 14)	2.000	
AN	06.03.12	Recettes provenant de l'activité des aérodromes	0	
HE	16.01.12	Produit de la location des biens gérés par l'administration des transports	45	
HE	16.02.12	Recettes provenant des abonnements de transport d'élèves	0	
LU	16.07.12	Produit de la location de biens	120	
LU	16.08.11	Recettes provenant de l'activité des barrages régionaux	100	
HE	38.01.30	Recettes provenant des récupérations par suite de dommages causés aux véhicules assurant le transport scolaire	10	
LU	39.01.10	Programme CEE Infrastructure Transports - Voies hydrauliques	0	
Total pour la Division 14				2.275
<i>Dont recettes affectées</i>				2.000
Division 15 (Agriculture, ressources naturelles et environnement)				
HE	06.01.00	Produits de la gestion des quotas d'émission de gaz à effet de serre perçus en vertu du décret du 10/11/2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto, modifié par le décret du 22 juin 2006 (recette affectée au Fonds wallon Kyoto : allocation de base 01.02 programme 13 division organique 15)	0	
LU	16.01.11	Prélèvement sur le produit des coupes de bois de la forêt indivise de l'ancienne «Gruerie d'Arlon» (loi domaniale du 26 juillet 1952, article 7) (recette affectée au Fonds pour la gestion des forêts de l'ancienne «Gruerie d'Arlon» : allocation de base 01.02, programme 11, division organique 15)	184	
LU	16.02.11	Prélèvement sur le produit des coupes de bois dans la forêt indivise d'Herbeumont (loi domaniale du 1er juillet 1983, article 1er, 16) (recette affectée au Fonds pour la gestion de la forêt d'Herbeumont : allocation de base 01.03, programme 11, division organique 15)	71	
LU	16.03.12	Ventes de venaisons et contributions des invités aux Chasses de la Couronne	35	
LU	16.04.11	Produit de la vente de coupes de bois et de chablis	9.740	
LU	16.05.11	Quote-part régionale du produit de la vente des coupes de bois dans les forêts indivises	1.020	
LU	16.09.20	Prestations de régie et de surveillance des forêts	0	
LU	16.12.10	Recettes provenant du comptoir forestier	180	
LU	16.13.00	Recettes provenant de la station de recherches forestières	0	
LU	26.01.00	Intérêts créanciers payés par des débiteurs des comités de remembrement bénéficiaires d'un remboursement échelonné de leur solde de compte	31	
LU	28.01.30	Produit de la location de droit de chasse	1.650	
LU	28.02.00	Produits résultant de la propriété des biens immobiliers acquis dans le cadre de la politique foncière	108	
LU	31.01.00	Remboursement de subsides et d'avances dans le cadre de programmes ou de projets de recherches scientifiques et techniques	0	
LU	31.02.00	Recettes perçues en vertu du dispositif budgétaire (recettes affectées au Fonds budgétaire S.I.G.E.C. : allocation de base 01.04, programme 04, division organique 15)	272	
LU	31.03.00	Rétributions forfaitaires liées au Réseau d'information comptable agricole	70	
LU	31.04.00	Remboursement de subventions d'exploitation indûment payées aux bénéficiaires par l'organisme payeur régional	591	
LU	36.01.90	Redevances et rétributions perçues en vertu du décret programme du 18 décembre 2003 (recettes affectées au Fonds budgétaire pour la qualité des produits animaux et végétaux : allocation de base 01.01, programme 03, Division organique 15)	617	
LU	16.13.00	Recettes provenant de la station de recherches forestières	0	
LU	37.01.70	Part régionale du produit des permis de pêche, de chasse, de tenderie et des examens y relatifs	3.600	
HE	37.02.70	(Nouveau) Droits de dossier perçus en vertu de l'article 22 de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 tendant à prévenir la pollution atmosphérique provoquée par les installations de chauffage central destiné au chauffage de bâtiments ou à la production d'eau chaude sanitaire et à réduire leur consommation énergétique (recettes affectées au Fonds pour la protection de l'Environnement : allocation de base 01.03, programme 13, division organique 15)	200	
HE	38.01.40	Recettes perçues au titre de l'intervention de l'organisme en charge de l'obligation de reprise des déchets ménagers en application de l'article 13 §1er, 12° de l'accord de coopération du 4 novembre 2008 concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages (recettes affectées au Fonds pour la gestion des déchets : allocation de base 01.01, programme 13, division organique 15)	1.727	
LU	39.01.10	Intervention de la CEE dans les régimes d'aide aux agriculteurs	0	
HE	46.01.70	Produits de contributions provenant des distributeurs, des organismes d'assainissement agréés et de la S.P.G.E. sur base volontaire et de divers dons et legs au Fonds de solidarité international pour l'Eau (recette affectée au Fonds de solidarité international pour l'Eau : allocation de base 01.04, programme 13, division organique 15)	501	
Total pour la Division 15				20.597
<i>Dont recettes affectées</i>				3.572

Ministre ordon- nateur	Article	DESIGNATION DES PRODUITS	(en milliers EUR)	
			Evaluations initiales Par article	Total
		Division 16 (Aménagement du territoire, logement, patrimoine et énergie)		
NO	26.01.10	Intérêts sur avances récupérables et participation aux bénéfices d'exploitation des entreprises en matière de politique générale de l'énergie	50	
NO	26.02.10	Intérêts sur avances récupérables en matière de logement	290	
HE	28.01.10	Redevances liées aux autorisations de voiries	0	
NO	28.03.20	Dividendes provenant de la participation de la Région dans le capital des sociétés agréées de logement	0	
NO	34.01.40	Participation bénéficiaire versée à la Région par l'organisme qui couvre l'assurance contre le risque de perte de revenus	169	
NO	38.01.10	Produit de diverses amendes et redevances liées à l'organisation des marchés de l'électricité et du gaz et moyens attribués au Fonds en vertu de dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles en vue de financer les obligations de service public dans le marché de l'électricité et du gaz (recettes affectées au Fonds Énergie : allocation de base 01.01, programme 31, division organique 16)	13.500	
		Total pour la Division 16		14.009
		<i>Dont recettes affectées</i>		13.500
		Division 17 (Pouvoirs locaux, action sociale et santé)		
TI	06.04.00	Remboursements inhérents à la prise en charge des rémunérations du personnel des hôpitaux psychiatriques	0	
TI	39.01.00	Remboursement de cofinancement européen	0	
FU	48.01.00	Contributions des Provinces, Communes et CPAS pour l'aide aux sinistrés de l'Asie du Sud et du Sud-Est	0	
		Total pour la Division 17		0
		<i>Dont recettes affectées</i>		0
		Division 18 (Entreprises, emploi et recherche)		
MA	16.01.11	Contrats de consultation	10	
MA	16.02.11	Location de bâtiments industriels en application de l'article 42 de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique	544	
MA	26.01.10	Intérêts résultant de l'octroi d'avances récupérables et de prêts obligatoires à des entreprises dans le cadre de leur développement et de leur restructuration	0	
MA	26.02.10	Intérêts sur avances récupérables : Classes moyennes, P.M.E., économie sociale	0	
MA	27.01.10	Participation aux bénéfices d'exploitation d'entreprises publiques ou privées	18.500	
MA	31.01.12	Récupération sur créances et contentieux : expansion, restructuration et développement des entreprises, zonings et zones d'emploi	2	
MA	31.02.12	Récupération sur créances et contentieux : Classes moyennes, P.M.E., économie sociale	12	
MA	32.01.00	Récupération de primes d'emploi sur base de la loi du 4 août 1978 et du décret du 25 juin 1992 modifiant la loi du 4 août 1978 de réorientation économique	40	
MA	38.01.20	Contributions liées à l'octroi de garanties régionales	30	
AN	49.03.41	Moyens supplémentaires de financement du programme de remise au travail des chômeurs (article 35 de la loi de financement, arrêté royal du 19 janvier 2000 et loi du 13 juillet 2001 (St Polycarpe))	182.235	
MA	49.04.41	Moyens supplémentaires accordés par le Fédéral dans le cadre du financement du secteur de l'économie sociale	5.231	
		Total pour la Division 18		206.604
		<i>Dont recettes affectées</i>		0
		Total pour le Secteur III.		317.468
		<i>Dont recettes affectées</i>		89.678
		Total pour le Titre I.		6.426.457
		<i>Dont recettes affectées</i>		156.357
		TITRE II.- RECETTES DE CAPITAL.		
		Secteur I . Recettes fiscales		
		<i>Division 01 - Recettes fiscales générales</i>		
AN	56.01.50	Droits de succession et de mutation par décès	594.949	
		Total pour la Division 01		594.949
		<i>Dont recettes affectées</i>		0
		Total pour le Secteur I.		594.949
		<i>Dont recettes affectées</i>		0

Ministre ordon- nateur	Article	DESIGNATION DES PRODUITS	(en milliers EUR)	
			Evaluations initiales Par article	Total
Secteur II. Recettes générales non fiscales				
<i>Division 01 - Recettes générales</i>				
AN	06.01.00	Recettes diverses	20	
AN	06.02.00	Remboursement de sommes indûment payées	140	
AN	73.01.21	Récupération du coût des travaux et d'expropriations exposées pour compte de tiers	0	
AN	74.01.20	Versement par les comptables du Service Public de Wallonie opérant au moyen d'avances de fonds des sommes non utilisées	520	
NO	76.01.32	Produit de la vente d'immeubles découlant de la gestion immobilière des Bâtiments et des Implantations	0	
AN	76.03.00	Produit de la vente d'immeubles	500	
AN	76.04.12	Produit de la vente d'emprises inutilisées	1.000	
NO	77.01.00	Produit de la vente d'autres biens patrimoniaux	0	
AN	77.02.00	Produit de la vente de biens meubles durables désaffectés ou mis hors de service	200	
Total pour la Division 01				2.380
<i>Dont recettes affectées</i>				0
Total pour le Secteur II.				2.380
<i>Dont recettes affectées</i>				0
Secteur III. Recettes spécifiques				
<i>Division 12 (Budget, logistique et technologie de l'information et de la communication)</i>				
AN	96.01.11	Différentiel d'amortissement d'emprunts contractés par la SWCS pour le financement des programmes d'activité 1986-1987	2.001	
NO	06.02.00	Recettes résultant de la gestion énergétique immobilière du Service public de Wallonie (recettes affectées au Fonds de la gestion énergétique immobilière : allocation de base 01.01, programme 31, division organique 12)	75	
Total pour la Division 12				2.076
<i>Dont recettes affectées</i>				75
<i>Division 14 (Mobilité et voies hydrauliques)</i>				
HE	57.01.00	Remboursement par la SRWT de plus values et du produit de la vente de biens immobiliers	0	
AN	69.01.00	Intervention de l'Etat dans les investissements réalisés dans les aéroports et aérodromes	0	
HE	79.01.00	Recettes exceptionnelles en matière de transport scolaire	80	
Total pour la Division 14				80
<i>Dont recettes affectées</i>				0
<i>Division 15 (Agriculture, ressources naturelles et environnement)</i>				
LU	51.01.00	Remboursement de subventions d'exploitation indûment payées aux bénéficiaires par l'organisme payeur régional	0	
LU	76.02.00	Produits résultant de la vente et de l'attribution de biens immobiliers (recettes affectées au Fonds budgétaire en matière de politique foncière : allocation de base 01.02, programme 12, division organique 15).	495	
LU	89.01.00	Produits résultant du recouvrement des sommes dues par les propriétaires, usufruitiers et exploitants au terme des opérations de	633	
LU	89.02.00	Produits résultant de la récupération des avances consenties pour les dépenses techniques relatives à l'application de la législation sur le remembrement	800	
Total pour la Division 15				1.928
<i>Dont recettes affectées</i>				495
<i>Division 16 (Aménagement du territoire, logement, patrimoine et énergie)</i>				
NO	52.01.10	Remboursement des subventions accordées aux organismes publics et privés en matière de logement	0	
NO	53.01.10	Remboursement des aides au logement accordées aux particuliers	1.000	
HE	76.01.12	Produits de la revente de sites industriels désaffectés (recettes affectées au Fonds de rénovation des sites wallons : allocation de base 51.05, programme 03, division organique 16)	900	
NO	76.02.32	Produit de la vente de logements construits par l'ex-SDRW	50	
NO	86.01.10	Remboursement d'avances récupérables en matière de logement	839	
HE	87.01.20	Remboursement d'avances récupérables octroyées pour la démolition d'immeubles érigés en contravention aux dispositions du Code wallon de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme	0	
Total pour la Division 16				2.789
<i>Dont recettes affectées</i>				900
<i>Division 17 (Pouvoirs locaux, action sociale et santé)</i>				
TI	86.02.10	Remboursement d'avances récupérables consenties aux hôpitaux psychiatriques	0	
Total pour la Division 17				0
<i>Dont recettes affectées</i>				0

Ministre ordon- nateur	Article	DESIGNATION DES PRODUITS	(en milliers EUR)	
			Evaluations initiales Par article	Total
		<i>Division 18 (Entreprises, emploi et recherche)</i>		
MA	51.01.12	Récupération sur créances et contentieux : expansion, restructuration et développement des entreprises, zonings et zones d'emploi	1.000	
MA	52.02.12	Récupération sur créances et contentieux : Classes moyennes, P.M.E., économie sociale	1.652	
MA	86.01.10	Produit de cession de participation et remboursement de crédits octroyés dans le cadre du développement et de la restructuration des	0	
MA	86.02.10	Remboursement de crédits et d'avances récupérables : Classes moyennes, P.M.E., économie sociale	34	
MA	86.04.10	Fonds de rénovation industrielle (recettes affectées au FRI : allocation de base 51.07, programme 02, division organique 18)	0	
MA	86.05.00	Produit en liaison avec l'exécution d'un programme aéronautique	0	
NO-MA	01.01.00	Recettes perçues en application du décret du 3 juillet 2008 relatif au soutien de la recherche, du développement et de l'innovation en Wallonie (recettes affectées au Fonds pour la recherche : allocation de base 01.01, programme 34, division organique 18)	17.000	
		Total pour la Division 18		19.686
		<i>Dont recettes affectées</i>		17.000
		Total pour le Secteur III.		26.559
		<i>Dont recettes affectées</i>		18.470
		Total pour le Titre II.		623.888
		<i>Dont recettes affectées</i>		18.470
		TITRE III.-PRODUITS D'EMPRUNTS		
AN	96.01.11	Produits des emprunts d'une durée supérieure à un an en euro	0	
AN	96.02.20	Produits des emprunts d'une durée supérieure à un an en monnaies étrangères	0	
		Total pour le Titre III.		0
		TOTAL GENERAL		7.050.345
		<i>Dont recettes affectées</i>		174.827
		<i>Vu pour être annexé au projet de décret</i>		

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2011 — 3452

[C — 2011/27236]

15. DEZEMBER 2011 — Dekret zur Festlegung des Einnahmenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2012 (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Allgemeine Bestimmungen*

Artikel 1 - Für das Haushaltsjahr 2012 werden die laufenden Einnahmen der Wallonischen Region gemäß Titel I der diesem Dekret beiliegenden Tabelle auf 6.426.457.000 Euro veranschlagt.

Art. 2 - Für das Haushaltsjahr 2012 werden die Kapitaleinnahmen der Wallonischen Region gemäß Titel II der diesem Dekret beiliegenden Tabelle auf 623.888.000 Euro veranschlagt.

Art. 3 - Die am 31. Dezember 2011 bestehenden und zugunsten der Wallonie vereinnahmten Steuern und Abgaben werden während des Jahres 2012 gemäß den Gesetzen, den Dekreten, den Erlassen und den Sätzen eingezogen, die die Steuerverwaltung und -erhebung regeln.

Art. 4 - § 1. Der Minister für Haushalt und Finanzen wird dazu ermächtigt, durch Anleihen, die sowohl in Belgien als auch im Ausland, in Euro oder in ausländischer Währung ausgeschrieben werden können, das Folgende zu decken:

1° die Finanzierung der Haushaltsausgaben, die nicht durch Haushaltseinnahmen gedeckt werden;

2° die Rückzahlung der Anleihen und der noch nicht getilgten Verbindlichkeiten der in Euro oder in ausländischer Währung ausgeschrieben Anleihen, deren endgültiger Ablauftermin auf 2012 festgelegt ist;

3° die vollständige oder teilweise vorfristige Rückzahlung der in Euro oder in ausländischer Währung ausgeschrieben Anleihen, den jeweiligen Bedingungen der Ministerialerlasse zum Auflegen der Anleihen oder der Darlehensvereinbarungen gemäß;

4° die täglichen Verwaltungsgeschäfte des Schatzamtes oder die im allgemeinen Interesse der Führung des regionalen Schatzamtes getätigten Finanzgeschäfte, einschließlich der notwendigen Anlagen zu ihrer günstigen Abwicklung;

§ 2. Der Minister für Haushalt und Finanzen wird dazu ermächtigt, im Einvernehmen mit den Inhabern und zu den Marktbedingungen die Gesamtheit oder einen Teil der bestehenden Anleihen in Anleihen der Art «langfristige Schatzanweisungen» umzuwandeln und deren Ablauftermin anzupassen.

Art. 5 - Der Minister für Haushalt und Finanzen wird ermächtigt:

1° zur Schaffung von Schatzanweisungen oder sonstigen zinserrtraglichen Finanzierungsinstrumenten bis zur Höhe des Betrags der Anleihen, die sowohl in Belgien als auch im Ausland, in Euro oder in ausländischer Währung aufzunehmen sind;

2° zum Abschluss, unter Einhaltung des Vorsichtsgrundsatzes, der täglichen Verwaltungsgeschäfte des Schatzamtes oder der im allgemeinen Interesse dessen Führung getätigten Finanzgeschäfte, einschließlich zum Abschluss von Anlagenvereinbarungen, die zu ihrer günstigen Abwicklung notwendig sind;

3° was die durch die Wallonie in Belgien oder im Ausland ausgeschrieben Privatanleihen betrifft, zur Anpassung der Rückzahlungsbedingungen und -fristen im Einvernehmen mit den Geldgebern;

4° was die durch die Wallonie in Belgien oder im Ausland ausgeschrieben Anleihen betrifft, zum Abschluss von in Artikel 7, 2° erwähnten Verwaltungsgeschäften.

Art. 6 - Die vorläufigen Ausgaben zur Aktivabildung (öffentliche Anleihen und langfristige Schatzanweisungen) und die Nebenkosten, sowie die mit der Verflüssigung dieser gebildeten Aktiva verbundenen Einnahmen, die Nebenausgaben und die sich daraus ergebenden Einkünfte können auf besondere Finanzkonten gebucht werden, die zu diesem Zweck in einem Geldinstitut belgischen Rechts eröffnet wurden. Dieses Geldinstitut muss in Belgien niedergelassen sein und mit der Wallonie ein Abkommen als finanzieller Vermittler abgeschlossen haben, als gesetzliche Folge der Verwendung der in Artikel 6, 1° erwähnten Finanzierungsinstrumente und insbesondere der Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 22. Dezember 1995 bezüglich der Aufsicht über die Einrichtungen, die zur Führung der Konten von dematerialisierten Wertpapieren des Staates, der Gemeinschaften, der Regionen, Provinzen, lokalen Behörden und der öffentlichen Einrichtungen anerkannt sind.

Die gebildeten Aktiva können ebenfalls auf besondere Wertpapierkonten gebucht werden, die zu diesem Zweck im Namen des wallonischen Schatzamtes in einem Geldinstitut öffentlichen Rechts eröffnet wurden. Dieses Geldinstitut soll in Belgien niedergelassen sein und mit der Wallonie ein Abkommen als finanzieller Vermittler abgeschlossen haben, als gesetzliche Folge der Verwendung der in Artikel 6, 1° erwähnten Finanzierungsinstrumente und insbesondere der Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 22. Dezember 1995 bezüglich der Aufsicht über die Einrichtungen, die zur Führung der Konten von dematerialisierten Titeln des Staates, der Gemeinschaften, der Regionen, Provinzen, lokalen Behörden und der öffentlichen Einrichtungen anerkannt sind.

Art. 7 - Der Minister des Haushalts und der Finanzen wird dazu ermächtigt, das Folgende von den Anleihenlasten der Wallonie abzuziehen :

1° das Kapitaleinkommen der im Rahmen der in Artikel 5, 1° und 2° erwähnten Verwaltungsgeschäfte des Schatzamtes angelegten Erträge von Anleihen, die in Euro aufgenommen wurden;

2° die Einkommen oder Gelder, die der Wallonie zugewiesen werden, und zwar infolge von Verwaltungsgeschäften des Schatzamtes in Sachen Zinsswaps, Arbitragegeschäfte, Risikodeckungen wie z.B. Optionen oder andere Geschäfte, die mittels Anleihen der Wallonie und zur Erleichterung deren Finanzlasten durchgeführt werden.

Art. 8 - Die Wallonie kann im Jahre 2012 eine zusätzliche Dotation von 15.230 Tausend Euro von der Föderation Wallonie-Brüssel erhalten.

Art. 9 - Die Kassensaldi des ehemaligen «Office wallon des déchets» (Wallonisches Amt für Abfälle) können Artikel 76.02 von Organisationsbereich 15 («Fonds für die Bodenpolitik») zugewiesen werden.

Art. 10 - In Artikel 126 des Dekrets vom 3. Juli 2008 über die Unterstützung der Forschung, der Entwicklung und der Innovation in der Wallonie wird folgender Wortlaut eingefügt:

«4° die Beträge, die der Region im Rahmen des Projekts RE-WILL (exzellente Forschung — Walloon Institute for Life sciences Lead) überwiesen werden.

Art. 11 - § 1. Artikel 2, Nr. 1° des Dekrets vom 19. November 1998 zur Einführung einer Steuer auf Automaten in der Wallonischen Region wird durch Folgendes ersetzt:

«1° «Automat»:

- a) die der Öffentlichkeit zugänglichen automatischen Geldscheinautomaten;
- b) die automatisierten Schalter, d.h. die von den Bankinstituten zur Verfügung gestellten Computerterminals, anhand deren mehrere Bankgeschäfte, worunter die automatische Geldausgabe, möglich sind;
- c) die automatisierten Schalter, d.h. die von den Bankinstituten zur Verfügung gestellten Computerterminals, anhand deren mehrere Bankgeschäfte, worunter automatische Zahlungen und die automatische Ausgabe von Kontoauszügen, möglich sind;
- d) die der Öffentlichkeit zugänglichen automatisierten Selbstbedienungsautomaten für Treibstoff, wo der Treibstoff durch ein automatisiertes System bezahlt werden kann;
- e) die der Öffentlichkeit zugänglichen automatisierten Selbstbedienungsautomaten für Treibstoff, wo der Treibstoff durch ein automatisiertes System bezahlt werden muss;
- f) die Abgabeautomaten für Tabak, Zigarren oder Zigaretten.»

§ 2. Artikel 4, § 1 desselben Dekrets wird durch Folgendes ersetzt:

«Art. 4 - § 1. Der Betrag der Steuer wird folgendermaßen festgelegt:

- 1) für die Automaten nach Artikel 1 a), b) und c): 3.500 Euro pro Automaten;
- 2) für die der Öffentlichkeit zugänglichen automatisierten Selbstbedienungsautomaten für Treibstoff, wo der Treibstoff durch ein automatisiertes System bezahlt werden kann:
 - a) für die völlig automatisierten Selbstbedienungsautomaten für Treibstoff: 743,56 Euro pro Zapfpistole;
 - b) wenn mehrere Zapfpistolen mit einem Zähler verbunden sind und nicht simultan benutzt werden können: 1.062,63 Euro pro Zähler;
- 3) für die der Öffentlichkeit zugänglichen automatisierten Selbstbedienungsautomaten für Treibstoff, wo der Treibstoff durch ein automatisiertes System bezahlt werden muss:
 - a) für die völlig automatisierten Selbstbedienungsautomaten für Treibstoff: 875 Euro pro Zapfpistole;
 - b) wenn mehrere Zapfpistolen mit einem Zähler verbunden sind und nicht simultan benutzt werden können: 1.250 Euro pro Zähler;
- 4) für die Abgabeautomaten für Tabak, Zigarren oder Zigaretten: 500 Euro pro Abgabeautomaten.

Die vorerwähnten Beträge der Steuern werden jährlich je nach den Schwankungen des Verbraucherpreisindex angepasst. Die operative Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie veröffentlicht jährlich ab dem Jahr 2012 im *Belgischen Staatsblatt* die Beträge der Steuern, die für den laufenden Besteuerungszeitraum zu erheben sind und die im gleichen Verhältnis wie die Entwicklung des Verbraucherpreisindex zwischen den Monaten Juni des Veröffentlichungsjahres und des Vorjahres angepasst wurden.»

§ 3. Die in § 1 und § 2 genannten Bestimmungen sind ab dem Besteuerungszeitraum 2011 anwendbar.

Art. 12 - § 1. In Artikel 97, Absatz 2 des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern, eingefügt durch das Dekret vom 5. März 2008 zur Einführung eines Ökonalus auf die CO₂-Emissionen durch die Kraftfahrzeuge der natürlichen Personen, wird der zweite Gedankenstrich durch folgende Bestimmung ersetzt:

«— die zweite, «Ökonalus» genannt, beruht auf der Kategorie der CO₂-Emissionen des in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs.»

§ 2. In Artikel 97bis desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 5. März 2008 zur Einführung eines Ökonalus auf die CO₂-Emissionen durch die Kraftfahrzeuge der natürlichen Personen, wird § 3 durch folgende Bestimmung ersetzt :

«§ 3. Die zweite, «Ökonalus» genannte Komponente der für die in Artikel 94, 1° erwähnten Personenkraftwagen und Kombiwagen, die von einer natürlichen Person in Gebrauch genommen werden, deren Wohnsitz sich in der Wallonischen Region befindet, geschuldeten Steuer wird gemäß Artikel 97quater und 97quinquies berechnet.»

§ 3. In Titel V, Kapitel IV, Abschnitt 1 desselben Gesetzbuches, wird § 2, eingefügt durch das Dekret vom 5. März 2008 zur Einführung eines Ökonalus auf die CO₂-Emissionen durch die Kraftfahrzeuge der natürlichen Personen, und abgeändert durch das Dekret vom 10. Dezember 2009, durch folgende Bestimmungen ersetzt:

«§ 2. Berechnung des Ökonalus

Art. 97quater - § 1. Wenn ein Kraftfahrzeug auf dem Gebiet der Wallonischen Region in Gebrauch genommen wird, ob es bei seiner Ingebrauchnahme ein anderes Fahrzeug ersetzt oder nicht, wird der Ökonalus aufgrund der Kategorie der CO₂-Emissionen dieses auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs berechnet.

§ 2. Die CO₂-Emissionen des auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs werden entsprechend den in der Spalte I der nachstehenden Tabelle angegebenen CO₂-Emissionsspannen klassifiziert :

Die in der Spalte II der nachstehenden Tabelle angegebene Ziffer neben jeder CO₂-Emissionsspanne wird «Kategorie der Emissionen des neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs» genannt.

I	II
CO ₂ -Emissionen des neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs	Kategorie der Emissionen des neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs
von 0 bis 98	1
von 99 bis 104	2

I	II
von 105 bis 115	3
von 116 bis 125	4
von 126 bis 135	5
von 136 bis 145	6
von 146 bis 155	7
von 156 bis 165	8
von 166 bis 175	9
von 176 bis 185	10
von 186 bis 195	11
von 196 bis 205	12
von 206 bis 215	13
von 216 bis 225	14
von 226 bis 235	15
von 236 bis 245	16
von 246 bis 255	17
Ab 256	18

Die Ziffer, die die Kategorie der Emissionen des neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs, wie in Spalte II der oben stehenden Tabelle angegeben, darstellt, wird unter der Bedingung, dass sie unter 15 liegt, um 1 herabgesetzt, wenn der Empfangsberechtigte am Datum der Ingebrauchnahme des Kraftfahrzeugs drei unterhaltsberechtigte Kinder hat, oder um 2 herabgesetzt, wenn der Empfangsberechtigte mindestens vier unterhaltsberechtigte Kinder hat; der Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Finanzen gehören, bestimmt die Modalitäten für die Gewährung des vorgenannten Vorteils, der entweder von Amts wegen oder auf Antrag der betreffenden Person erteilt werden könnte.

Für die Fahrzeuge, die am Datum der Ingebrauchnahme des Fahrzeugs in einem Fahrzeugverzeichnis als solche eingetragen sind, die flüssiges Erdölgas als Kraftstofftyp oder Energiequelle haben, wird die Ziffer, die die Kategorie der Emissionen des neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs, wie in Spalte II der oben stehenden Tabelle angegeben, darstellt, um 1 herabgesetzt.

§ 3. Die zweite Komponente der in Artikel 97, Absatz 2 erwähnten und «Ökomalus» genannten Steuer ist der sich aus der Anwendung der gemäß Artikel 97^{quinqüies} berechneten Beträge ergebende Betrag neben der Ziffer, die die gemäß § 2 berechnete Kategorie der Emissionen des neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs darstellt.

Art. 97^{quinqüies} - Der Betrag des Ökomalus ist Folgender:

I	II
Ziffer, die die Kategorie der Emissionen des neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs darstellt, gegebenenfalls gemäß Artikel 97 ^{quater} , § 2, Absätze 3 und 4 herabgesetzt.	Betrag des Ökomalus
7	100 €
8	175 €
9	250 €
10	375 €
11	500 €
12	600 €
13	700 €
14	1.000 €
15	1.200 €
16	1.500 €
17	2.000 €
18	2.500 €

In Abweichung von dieser Tabelle entspricht der Betrag des Ökomalus 0 € für die Fahrzeuge, die in Artikel 2, § 2, Absatz 2, 7° des Königlichen Erlasses vom 15. März 1968 zur Festlegung der allgemeinen Regelung über die technischen Anforderungen an Kraftfahrzeuge, ihre Anhänger, ihre Bestandteile und ihr Sicherheitszubehör erwähnt werden und die unter dem in Artikel 4, § 3 des ministeriellen Erlasses vom 23. Juli 2001 über die Zulassung von Fahrzeugen vorgesehenen spezifischen Zulassungszeichen zugelassen sind.

Die Wallonische Regierung kann die in § 3 genannten Beträge und Kategorien ändern. Sie befasst das Wallonische Parlament sofort, wenn es versammelt ist, oder sonst ab der Eröffnung ihrer allernächsten Sitzung, mit einem Dekretentwurf zur Bestätigung der so verabschiedeten Erlasse.»

§ 4. In Titel V, Kapitel IV, Abschnitt 1 desselben Gesetzbuches, werden § 3, eingefügt durch das Dekret vom 5. März 2008 und abgeändert durch das Dekret vom 20. Dezember 2009, und § 3^{bis}, eingefügt durch das Dekret vom 10. Dezember 2009, gestrichen.

§ 5. In Titel V, Kapitel IV, Abschnitt 1 desselben Gesetzbuches, wird § 4, eingefügt durch das Dekret vom 5. März 2008 und abgeändert durch das Dekret vom 10. Dezember 2009 zum neuen § 3, und wird Artikel 97^{dexies} zum neuen Artikel 97^{sexies}.

§ 6. Die in § 4 genannten Bestimmungen finden jedoch weiterhin Anwendung auf die Fahrzeuge, die Gegenstand eines spätestens am 31. Dezember 2011 unterzeichneten Bestellscheins, Finanzierungsvertrags oder einer spätestens am 31. Dezember 2011 unterzeichneten Kaufvereinbarung sind, unter der Bedingung, dass der Anspruchsberechtigte spätestens am 8. Januar 2012 bei der Dienststelle, die mit dem Ökobonus beauftragt ist, einen Antrag stellt, dem der Bestellschein, der Finanzierungsvertrag oder die Kaufvereinbarung beigelegt wird.

Art. 13 - § 1. In Artikel 131*bis* des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches wird § 1 durch Folgendes ersetzt:

«§ 1. In Abweichung von Art. 131 wird bei Schenkungen unter Lebenden von beweglichen Gütern auf dem brutto Schenkungsanteil jedes Schenkungsempfängers eine proportionale Steuer eingezogen, die sich auf Folgendes beläuft:

1° 3,3% für Schenkungen in direkter Linie, zwischen Ehepartnern und zwischen gesetzlich zusammenwohnenden Partnern;

2° 5,5% für Schenkungen zwischen Geschwistern, und zwischen Onkeln oder Tanten und Neffen oder Nichten;

3° 7,7% für Schenkungen an andere Personen.»

§ 2. In Artikel 44 desselben Gesetzbuches wird die Wortfolge «, oder auf 10 % wenn die vorgenannten Übertragungsvereinbarungen Anlass geben zur Gewährung an den Erwerber eines Hypothekendarlehens in Übereinstimmung mit dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007 zur Regelung der Hypothekendarlehen der «Société wallonne du crédit social» (Wallonische Sozialkreditgesellschaft) und der «Guichets du Crédit social» (Sozialkreditschalter), oder zur Gewährung eines Hypothekendarlehens durch den «Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie» (Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie) in Übereinstimmung mit dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 über die Hypothekendarlehen und die Mietbeihilfe des «Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie» (Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie)» gestrichen.

§ 3. In Artikel 209 desselben Gesetzbuches wird die Nr. 6° durch Folgendes ersetzt:

«6° die auf der Grundlage eines Rechtsakts vereinnahmten Gebühren, wenn dieser Rechtsakt registriert worden war, bevor die Ermäßigung des Tarifs auf 5% nach Artikeln 44, 53 und 57 auf diesen Rechtsakt anwendbar war, in Höhe des Betrags der zusätzlich bezahlten Gebühren, die dem Unterschied zwischen dem bei der Registrierung des Rechtsakts angewandten Satz und dem ermäßigten Satz nach diesen Bestimmungen entsprechen; diese Rückerstattung unterliegt der Bildung vor der Registrierung dieses Darlehensvertrags eines vom Käufer und amtierenden Notar unterzeichneten Antrags auf Rückerstattung am Fuß des Hypothekendarlehensvertrags, der zur Ermäßigung auf den Kaufvertrag des Immobilienguts berechtigt, auf das sich die Hypothek bezieht; dieser Antrag am Fuß des Darlehensvertrags muss den Namen des Bezugsberechtigten der Rückerstattung und ggf. die Nummer des Kontos, auf das der Betrag der zurück zu erstattenden Gebühren zu überweisen ist, angeben.»

§ 4. Der vorliegende Artikel tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft. § 2 und § 3 sind jedoch auf alle authentischen Urkunden anwendbar, die ab dem 1. Januar 2012 abgeschlossen werden, außer wenn sie eine Vereinbarung beurkunden, die Gegenstand einer vor diesem Datum ausgestellten privatschriftlichen Urkunde ist. Für diese authentische Urkunde wird weiterhin der frühere Satz von 10% angewandt, wenn sie beim Registrierungs-büro gleichzeitig mit der oben genannten privatschriftlichen Urkunde eingereicht wird, zusammen mit dem Beweis, dass das Hypothekendarlehen, das von der «Société wallonne du Crédit social» (Wallonische Sozialkreditgesellschaft) und den «Guichets du crédit social» (Sozialkreditschalter) oder dem «Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie» (Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie) gewährt wird, auf einem spätestens am 31. Dezember 2011 eingereichten Antrag beruht.

KAPITEL II — Bestimmungen in Sachen Abfälle

Art. 14 - In Artikel 5 des Steuerdekrets vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region und zur Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben wird § 1 durch Folgendes ersetzt: «Der Betrag der Abgabe für die Aufnahme von Haushaltsabfällen in einem technischen Vergrabungszentrum wird ab dem Steuerjahr 2010 auf 60 Euro/Tonne für die nichtgefährlichen und auf 65 Euro/Tonne für die gefährlichen Abfälle festgesetzt. Diese Beträge für Haushaltsabfälle werden ab dem Steuerjahr 2012 um einen Betrag von 2 Euro / Tonne erhöht, unabhängig vom und zusätzlich zum auf den Betrag von 2010 angewandten Index.»

In Artikel 5 desselben Dekrets wird § 2 durch Folgendes ersetzt: «Der Betrag der Abgabe für die Aufnahme von nichtgefährlichen nichthäuslichen Abfällen in einem technischen Vergrabungszentrum wird ab dem Steuerjahr 2010 auf 60 Euro/Tonne festgesetzt. Was die gefährlichen nichthäuslichen Abfälle betrifft wird der Betrag ab dem Steuerjahr 2010 auf 65 Euro/Tonne festgesetzt. Diese Beträge für nichthäusliche Abfälle werden ab dem Haushaltsjahr 2012 um einen Betrag von 2 Euro/Tonne erhöht, unabhängig vom und zusätzlich zum auf den Betrag von 2010 angewandten Index.»

Art. 15 - In Artikel 6 wird § 1 durch Folgendes ersetzt:

«In folgenden Fällen wird die Höhe der Abgabe auf folgende Beträge herabgesetzt:

1° 25 Euro/Tonne, wenn es sich um Rückstände aus der Behandlung durch Verbrennung, um Rückstände aus thermischen Kraftwerken stammende Flugaschen, um aus einer Behandlung durch Inertisierung oder Stabilisierung stammende Abfälle, um nicht-inerten Sand aus Gießereien und um aus der Behandlung von Abfällen, die aus der Produktion oder der Herstellung von Gußeisen und Stahl stammen, handelt;

2° 15 Euro/Tonne, wenn es sich um aus der Vernichtung von Altfahrzeugen und von Schrott stammende Abfälle handelt;

3° 16 Euro/Tonne, wenn es sich um nicht-inerte Rückstände von Glasrecyclingseinheiten handelt, die selektiv gesammeltes Glas zur Erzeugung von neuem Glas verwenden;

4° 60 Euro/Tonne, wenn es sich um inerte Abfälle handelt, dies unbeschadet des 10° und einschließlich der inerten Abfälle, die aus Halden und genehmigten Lagern stammen und die einem technischen Vergrabungszentrum zugeführt werden müssen im Rahmen von durch die zuständigen Beamten genehmigten Sicherheitsmaßnahmen, wenn nach der Stellungnahme des Office» die Behandlungsverfahren, die nicht der Aushub und die Aufnahme in einem technischen Vergrabungszentrum sind, enorme Ausgaben zur Folge hätten oder nicht durchführbar wären;

5° 3 Euro/Tonne, wenn es sich um Abfälle handelt, die nicht unter 10° erwähnt werden und die aus durch die von der Regierung benannten Beamten oder durch die Regierung selbst genehmigten Vorrichtungen zur Sanierung der Böden stammen, wenn nach der Stellungnahme des «Office» die Sanierungsverfahren, die nicht der Aushub und die Aufnahme in einem technischen Vergrabungszentrum sind, enorme Ausgaben zur Folge hätten oder nicht durchführbar wären;

6° 3 Euro/Tonne, wenn es sich um Rückstände oder dekontaminierte Erde handelt, die aus genehmigten Zentren zur Sanierung von Böden stammen, die nicht zu der unter 10° erwähnten Erde gehören;

7° 3 Euro/Tonne, wenn es sich um Abfälle handelt, die aus der Herstellung von Glasfaser stammen, um aus dem Bett, den Ufern und den Nebenbauwerken der Wasserläufe und Bflächen entnommene Stoffe, um aus Vorrichtungen zur Behandlung von Wasser im Hinblick auf dessen Aufbereitung zu Trinkwasser stammende Abfälle, um aus der Zinkproduktion stammende und als Jarosit und Goethit bekannte Eisenoxide und um aus der Produktion von Mangansalzen und Boxiden stammende Manganerz-Gangart;

8° 3 Euro/Tonne, wenn es sich um Abfälle handelt, die phosphorhaltigen Gips, Sodafabriktschlamm, Klärschlamm von Salzlösungen von Mineralstoffen und Bergbauabfälle enthalten;

9° 3 Euro/Tonne, wenn es sich um mit der Herstellung von recycelter Papiermasse verbundene Schlämme oder feste Rückstände handelt, die aus Betrieben stammen, die Papier- und Pappeabfälle ganz oder teilweise als Rohstoff bei der Herstellung von neuem Papier und neuer Pappe verwenden;

10° 0,25 Euro/Tonne, wenn es sich um Erde handelt, die in einem technischen Vergrabungszentrum der Klasse 3 oder der Klasse 5.3 aufgenommen werden kann, mit Ausnahme der Erde, die als obere Bodenbedeckung und zur Wiederinstandsetzung der technischen Vergrabungszentren verwendet wird;

11° 0 Euro/Tonne, wenn es sich um asbestfasernhaltige Abfälle sowie um verwertbare Abfälle handelt, die in einem technischen Vergrabungszentrum als Ersatz für Produkte oder Ausrüstungen verwendet werden, die zum Betrieb und zur Wiederinstandsetzung des technischen Vergrabungszentrums in Übereinstimmung mit der Betriebsgenehmigung oder der Umweltgenehmigung notwendig sind.

Die ermäßigten Sätze, so wie sie in Absatz 1 festgesetzt sind, sind nur auf die Abfälle anwendbar, deren Aufnahme in einem technischen Vergrabungszentrum nicht verboten ist.»

Art. 16 - Artikel 10 desselben Dekrets vom 22. März 2007 wird durch Folgendes ersetzt:

«§ 1. Der Betrag der Abgabe für die Verbrennung von ungefährlichen Abfällen mit Wärmerückgewinnung ist auf 8,1 Euro/Tonne ab dem Steuerjahr 2012 festgesetzt.

Wenn die Verbrennung ohne Wärmerückgewinnung stattfindet, werden der im vorigen Absatz genannte Betrag auf 50 Euro/Tonne erhöht.

§ 2. Wenn die Verbrennung der Abfälle durch keine Umweltgenehmigung oder keine Betriebsgenehmigung gemäß der geltenden Gesetzgebung gedeckt ist, wird der Betrag der Abgabe auf 150 Euro/Tonne mit einem Mindestbetrag von 150 Euro festgesetzt.»

Art. 17 - Artikel 11 desselben Dekrets vom 22. März 2007 wird durch Folgendes ersetzt:

«§ 1. Der Betrag der Abgabe für die Verbrennung von gefährlichen Abfällen mit Wärmerückgewinnung ist auf 24 Euro/Tonne ab dem Steuerjahr 2012 festgesetzt.

Wenn die Verbrennung ohne Wärmerückgewinnung stattfindet, werden der im vorigen Absatz genannte Betrag auf 60 Euro/Tonne erhöht.

§ 2. Wenn die Verbrennung der gefährlichen Abfälle durch keine Umweltgenehmigung oder keine Betriebsgenehmigung gemäß der geltenden Gesetzgebung gedeckt ist, wird der Betrag der Abgabe auf 600 Euro/Tonne mit einem Mindestbetrag von 600 Euro festgesetzt.»

Art. 18 - In Artikel 12 desselben Dekrets vom 22. März 2007 wird Absatz 2 durch Folgendes ersetzt:

«In Abweichung von den Artikeln 10 § 1 und 11 § 1 wird der Betrag der Abgabe für die Verbrennung von Abfällen, die aus durch die von der Regierung benannten Beamten oder durch die Regierung selbst genehmigten Vorrichtungen zur Sanierung der Böden stammen, auf 2 Euro/Tonne bei Wärmerückgewinnung und auf 3 Euro/Tonne bei fehlender Wärmerückgewinnung festgesetzt.»

Art. 19 - In Artikel 16 desselben Dekrets vom 22. März 2007 wird § 1 durch Folgendes ersetzt:

«Der Betrag der im vorliegenden Kapitel erwähnten Abgabe wird ab dem Steuerjahr 2012 auf 6,75 Euro/Tonne festgesetzt.»

KAPITEL III — Bestimmungen in Sachen Wasser

Art. 20 - In Artikel D.252 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° § 2 wird durch Folgendes ersetzt:

«§ 2. Die Entnahmestellen von zu Trinkwasser aufbereitablem Wasser unterliegen einer jährlichen Entnahmeabgabe, deren Höhe auf 0,0756 Euro/Kubikmeter festgesetzt wird.

Die sonstigen Grundwasserentnahmestellen mit Ausnahme der Entnahmen, die 3 000 Kubikmeter nicht erreichen, unterliegen einer jährlichen Entnahmeabgabe, deren Betrag folgenderweise festgesetzt wird:

1° für 0 bis 20 000 m³ Wasser: 0,0248 Euro pro Kubikmeter entnommenen Wassers;

2° für 20 001 bis 100 000 m³ Wasser: 0,0496 Euro pro Kubikmeter entnommenen Wassers;

3° über 100 000 m³ Wasser: 0,0744 Euro pro Kubikmeter entnommenen Wassers.»

2° in § 3 wird die Nr. 6° gestrichen.»

KAPITEL IV — Bestimmungen in Sachen stillgelegte Gewerbebetriebsgelände

Art. 21 - In Artikel 2 des Dekrets vom 27. Mai 2004 zur Einführung einer Steuer auf stillgelegte Gewerbebetriebsgelände

— wird die Zahl «5 000» durch «1 000» ersetzt;

— wird die Zahl «50» durch «25» ersetzt;

— wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«Die Steuer bleibt geschuldet, wenn die Arbeiten, die darauf abzielen, den Besteuerungsursachen ein Ende zu setzen, durchgeführt werden, ohne die auf sie anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen zu beachten.»

Art. 22 - In Artikel 5 desselben Dekrets wird die Wortfolge «oder jedes späteren jährlichen Feststellungsprotokolls im Sinne von Artikel 7, § 3, Absatz 2» durch «oder der späteren Feststellungsprotokolle im Sinne von Artikel 7, § 3, Absatz 2, oder, wenn kein Feststellungsprotokoll vorliegt, am 1. Oktober des betreffenden Jahres» ersetzt.

Art. 23 - In Artikel 6 desselben Dekrets wird Absatz 1 durch Folgendes ersetzt: «Der Besteuerungszeitraum ist das Jahr, im Laufe dessen ein zweites in Artikel 7 § 2, Absatz 2 erwähntes Feststellungsprotokoll, durch welches das Bestehen eines stillgelegten Gewerbebetriebsgeländes, das in seinem Zustand beibehalten wird, festgestellt wird, oder die späteren Jahre, während deren das Gelände in seinem Zustand im Sinne von Artikel 2 beibehalten wird.».

Der dritte Absatz wird durch Folgendes ersetzt: «Die Steuer kann bis zum 30. Juni des Jahres nach dem Besteuerungsjahr in die Heberolle eingetragen werden.»

Art. 24 - In Artikel 7 § 2 desselben Dekrets wird die Zahl «zwölf» durch «neun» ersetzt.

§ 3, Absatz 1 wird durch Folgendes ersetzt: «§ 3. Ab dem dritten Jahr wird davon ausgegangen, dass das Gelände in seinem Zustand im Sinne von Artikel 2 beibehalten wird. Der Steuerpflichtige kann von den in § 1 genannten Beamten jedoch die Durchführung einer Kontrolle verlangen.»

Art. 25 - In Artikel 9 desselben Dekrets werden die ersten drei Paragraphen durch Folgendes ersetzt:

«§ 1. Die Fälligkeit der Steuer sowie der Ablauf der Verjährung für die Beitreibung dieser Steuer werden in dem in § 2 erwähnten Fall ausgesetzt.

§ 2. Die Aussetzung betrifft die Gelände, die den Bestimmungen von Kapitel IV des Dekrets vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung unterliegen, dies solange der Inhaber der ihm in Anwendung dieses Dekrets auferlegten Verpflichtungen seinen Verpflichtungen nachkommt.

§ 3. Die Aussetzung läuft ab dem Jahre, in dem diese Verpflichtungen entstehen.

Sie betrifft die Steuern betreffend die Jahre, während denen diese Verpflichtungen weiter bestehen.

Die Steuern werden erlassen, wenn die Verwaltung in Anwendung von Artikel 67 dieses Dekrets einen Bodenkontrollschein ausstellt.»

Art. 26 - Ein Artikel *9bis* mit folgendem Wortlaut wird in dasselbe Dekret eingefügt:

«Art. *9bis* - Die Gemeinden können zur regionalen Steuer Zuschlagshundertstel erheben.

Diese Zuschlagshundertstel können von den Gemeinden erhoben werden, die jährlich an der Zählung und Aktualisierung der Liste der Gelände teilnehmen, auf die vorliegende Steuer anwendbar sein könnte.»

KAPITEL V — *Schlussbestimmungen*

Art. 27 - In Ermangelung weiterer Bestimmungen tritt vorliegendes Dekret am 1. Januar 2012 in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht wird.

Namur, den 15. Dezember 2011

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für innere Angelegenheiten und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen

A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien

J.-C. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte

P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten,
Natur, Forstwesen und Erbe,

B. LUTGEN

—
Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2011-2012.*

Dokumente des Wallonischen Parlaments 4-III a (2011-2012) Nrn. 1 bis 6
Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 14. Dezember 2011.

Diskussion.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 15. Dezember 2011.

Diskussion.

Abstimmung.

EINNAHMENHAUSHALTSPLAN DER WALLONISCHEN REGION FÜR DAS HAUSHALTSJAHR 2012

Anwei- sender Minister	Artikel	BEZEICHNUNG DER ERTRÄGE	(in Tausend EUR)	
			Ursprüngliche Pro Artikel	Schätzungen Gesamtbetrag
TITEL I - LAUFENDE EINNAHMEN.				
SEKTOR I. STEUERLICHE EINNAHMEN.				
<i>Abschnitt 12 - Allgemeine steuerliche Einnahmen</i>				
AN	36.01.90	Steuer auf Spiele und Wetten	18.439	
AN	36.02.90	Spielautomatensteuer	15.257	
AN	36.03.90	Schankkonzessionssteuer	0	
AN	36.04.40	Einregistrierungsgebühren bei entgeltlicher Übertragung unbeweglicher Güter	895.138	
AN	36.05.40	Einregistrierungsgebühren bei der Bestellung einer Hypothek auf einem in Belgien gelegenen Immobiliengut	87.702	
AN	36.06.40	Einregistrierungsgebühren bei teilweisen oder ganzen Teilungen von in Belgien gelegenen Immobiliengütern, bei entgeltlichen Abtretungen zwischen Miteigentümern von ungeteilten Teilen solcher Güter	18.529	
AN	36.07.40	Einregistrierungsgebühren bei Schenkungen von beweglichen oder unbeweglichen Gütern unter Lebenden	83.918	
AN	36.08.60	Kraftfahrzeugsteuer	435.155	
AN	36.09.60	Steuer für die erste Inbetriebnahme eines Fahrzeugs	146.273	
AN	36.10.90	Rundfunk- und Fernsehgebühren	115.000	
AN	36.11.90	Eurovignette	0	
AN	36.12.90	Steuer auf Automaten	16.921	
AN	36.13.80	Steuer auf verwaahlte Wohnungen	25	
AN	36.14.80	Abgabe auf die Differenz von CO2-Emissionen durch Fahrzeuge, die von einer natürlichen Person in Betrieb genommen werden (Malus)	0	
AN	37.01.00	Immobiliensteuervorabzug	31.253	
AN	37.02.00	Zinsen und Straf gelder auf regionalen Steuern (Artikel 6 § 5 des Sondergesetzes vom 13. Juli 2001)	16.771	
Gesamtbetrag für Abschnitt 12.				1.880.381
<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>				0
<i>Abschnitt 15 - Steuerliche Einnahmen besonderer Art (Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt)</i>				
HE	36.01.70	Aufgrund des Dekrets vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung von Abfällen erhobene Abgaben und Gebühren (zweckgebundene Einnahmen für den Fonds zur Verwaltung der Abfallstoffe: Basiszuwendung 01.01, Programm 13, Organisationsbereich 15)	24.500	
HE	36.02.70	Aufgrund des Programmdekrets 1997 erhobene Steuern, Gebühren und Entnahmeabgaben (zweckgebundene Einnahmen zugunsten des Fonds für den Wasserschutz: Basiszuwendung 01.03, Programm 13, Organisationsbereich 15)	35.455	
HE	36.03.70	Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 242 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung (zweckgebundene Einnahmen für den Fonds für den Umweltschutz: Basiszuwendung 01.03, Programm 13, Organisationsbereich 15)	254	
HE	38.02.50	(Neu) Aufgrund des Dekrets vom 5. Juni 2008 über die Ermittlung, Feststellung, Verfolgung und Unterdrückung der Verstöße und die Wiederherstellungsmaßnahmen im Umweltbereich bezogene Beträge (zweckgebundene Einnahmen zugunsten des Fonds für den Umweltschutz: Basiszuwendung 01.03, Programm 13, Organisationsbereich 15)	500	
Gesamtbetrag für Abschnitt 15.				60.709
<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>				60.709
<i>Abschnitt 16 - Steuerliche Einnahmen besonderer Art (Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie)</i>				
HE	36.14.90	Steuer auf stillgelegte Gewerbebetriebsgelände (zweckgebundene Einnahmen für den Fonds für die Sanierung von stillgelegten Gewerbebetriebsgeländen und von vorrangigen Landschaften): Basiszuwendung 01.01, Abschnitt 16, Prog. 03)	1.100	
Gesamtbetrag für Abschnitt 16.				1.100
<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>				1.100
Gesamtbetrag für Sektor I.				1.942.190
<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>				61.809
SEKTOR II. ALLGEMEINE NICHTSTEUERLICHE EINNAHMEN				
<i>Abschnitt 01 - Allgemeine Einnahmen</i>				
DE	16.03.12	Anmeldungsgebühren für durch die Region organisierte Veranstaltungen	0	
DE	16.07.12	Ertrag der Studien und Verkauf von Veröffentlichungen im Bereich der Statistik	0	
DE	38.01.10	Haushaltsfonds in Sachen Lotterie (zweckgebundene Einnahmen zugunsten des Haushaltsfonds in Sachen Lotterie: Basiszuwendung 01.01, Programm 03, Organisationsbereich 10)	4.870	
DE	49.11.20	Einnahmen, die von der Französischen Gemeinschaft stammen, als Beteiligung an der Weiterbehandlung des bereichsübergreifenden strategischen Plans 2 "Entwicklung des Arbeitskräftepotentials, der Kenntnisse und des Know-hows"	0	
Gesamtbetrag für Abschnitt 01.				4.870
<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>				4.870

		(in Tausend EUR)	
Anwei- sender Minister	Artikel	BEZEICHNUNG DER ERTRÄGE	Usprüngliche Schätzungen Pro Artikel Gesamtbetrag
Abschnitt 11 (Personal und allgemeine Angelegenheiten)			
NO	11.01.10	Rückzahlungen hinsichtlich der getätigten Ausgaben für Gehälter, Zulagen und Soziallasten der Bediensteten des ÖDW	1.300
NO	11.02.00	Rückzahlung an das ÖDW der Gehälter und Zulagen des "Centre de Recherche Agronomique" (Zentrum für agronomische Forschung) von	0
NO	11.04.00	Rückzahlung an den Öffentlichen Dienst der Wallonie der Gehälter und Zuwendungen der Bezirkseinknehmer	9.000
NO	11.05.40	Beitrag des Personals des ÖDW im Ankauf von Essengutscheinen	50
Gesamtbetrag für Abschnitt 11.			10.350
<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>			0
Abschnitt 12 (Haushalt, Logistik und Informations- und Kommunikationstechnologie)			
AN	06.01.00	Verschiedene Erträge	11.065
AN	06.02.00	Rückzahlung von geleisteten, nicht geschuldeten Zahlungen	1.500
AN	08.01.30	Rückerstattung der Beträge hinsichtlich der durch die Kontrollorgane der Region bei den den Gesetzen vom 10. Juni 1937 und 16. März 1954 unterworfenen Einrichtungen öffentlichen Interesses und bei den sonstigen pararegionalen Einrichtungen getätigten Ausgaben	0
AN	12.01.11	Einzahlung der nicht verwendeten Beträge durch die Rechnungsführer, die über Geldvorschüsse verfügen	3.827
AN	16.01.12	Beitreibung der Summen hinsichtlich der getätigten Ausgaben für Material und Dienstleistungen für den Betrieb der Verwaltungen, mit Inbegriff des Verkaufsertrags der nicht mehr benutzten Güter	40
AN	16.06.12	Erlös aus dem Verkauf von kurzlebigen Gütern und von Dienstleistungen.	700
AN	16.10.12	Laufende Einnahmen infolge der Verwaltung des Regionalvermögens	0
AN	16.14.12	Mieterlös von nicht spezifischen Gütern	600
AN	26.02.10	Anlagezinsen	332
AN	27.01.30	Ertrag der Geschäfte bezüglich überschüssiger Anleiheausgaben	0
AN	38.02.00	Beitreibung der mit Streitsachen verbundenen Schuldforderungen	300
AN	38.03.00	Abhebung der Kautionen und Ertrag der Kautionen nach Konkursen	50
AN	38.04.00	Ertrag der Abzüge und Geldstrafen wegen Verzögerung, die von Auftragnehmern zu zahlen sind	100
AN	46.01.00	Beitrag des "Fonds d'égalisation des budgets de la Région wallonne" (Fonds zur Angleichung der Haushaltspläne der Wallonischen Region)	0
AN	49.01.42	Zugebilligter Anteil der Steuern natürlicher Personen	3.770.213
AN	49.02.42	Zugebilligter Anteil der Steuern natürlicher Personen - Endgültige Berechnung des vorherigen Haushaltsjahres	0
AN	49.06.41	Rückständige Beträge, die die Regie der Gebäude der Region schuldet	0
AN	49.07.20	Von der französischen Gemeinschaft übertragene Mittel	337.451
AN	49.08.20	Von der französischen Gemeinschaft zusätzliche übertragene Mittel	0
AN	49.09.20	Von der französischen Gemeinschaft übertragene Mittel - Endgültige Abrechnung des vorherigen Haushaltsjahres	4.278
AN	49.10.20	Außergewöhnliche Dotation der Französischen Gemeinschaft	15.230
AN	49.11.43	Steuerermäßigungen	10
AN	49.12.42	Dotation der Föderalbehörde f.d. Gruppe Spiele und Wetten	0
Gesamtbetrag für Abschnitt 12.			4.145.696
<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>			0
Abschnitt 16 -(Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie)			
AN	38.01.00	Ertrag der Gebühr in Verbindung mit der Organisation des Elektrizitäts- und Gasmarkts	0
Gesamtbetrag für Abschnitt 16.			0
<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>			0
Abschnitt 17 (lokale Behörden, soziale Maßnahmen und Gesundheit)			
AN	49.04.41	Rückerstattung des Anteils der Föderalen Regierung im Rahmen der Konventionen "erster Arbeitsplatz"	5.883
Gesamtbetrag für Abschnitt 17.			5.883
<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>			0
Gesamtbetrag für Sektor II.			4.166.799
<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>			4.870
SEKTOR III. EINNAHMEN BESONDERER ART			
Abschnitt 12 (Haushalt, Logistik und Informations- und Kommunikationstechnologie)			
AN	21.01.11	Rückerstattung der zuviel geleisteten Provisionszahlungen für Schuldenzinsen	0
AN	30.01.00	Diskrepanz zwischen den Zinssätzen der von der SWCS "Société wallonne du crédit social" (Wallonische Sozialkreditgesellschaft) für die Finanzierung der Tätigkeitsprogramme 1986 und 1987 aufgenommenen Anleihen	3.067
Gesamtbetrag für Abschnitt 12.			3.067
<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>			0

Anweisender Minister	Artikel	BEZEICHNUNG DER ERTRÄGE	(in Tausend EUR)	
			Ursprüngliche Schätzungen Pro Artikel	Gesamtbetrag
Abschnitt 13 (Straßen und Gebäude)				
AN	01.01.00	Fonds für den Reitsport (zweckgebundene Einnahmen für den Fonds für den Reitsport: Basiszuwendung 01.01, Programm 11, Organisationsbereich 13)	800	
LU	06.01.00	Rückerstattungen durch Drittpersonen für Beschädigungen am öffentlichen Eigentum des Straßen- und Autobahnnetz der Region- Ertrag der Abgaben und Eigentumsgenehmigungen auf Fernstraßen und Autobahnen (zweckgebundene Einnahmen für den Maut- und Havariefonds: Basiszuwendung 01.01, Programm 02, Organisationsbereich 13)	69.106	
LU	06.04.12	Einnahmen infolge der externen Dienstleistungen der Studienbüros des Öffentlichen Dienstes der Wallonie (für den Fonds der technischen Studien zweckbestimmte Einnahmen: Basiszuwendung 01.03, Programm 03, Organisationsbereich 13)	700	
NO	11.06.10	Rückzahlungen im Zusammenhang mit der Übernahme der Entlohnungen, Zulagen und Soziallasten des Personals der durch das Fonds der technischen Studien finanzierten Studienbüros	50	
LU	16.07.12	Ertrag aus der Vermietung von Gütern	220	
MA	28.01.10	Mit dem Betrieb der Telekommunikationsnetze verbundene Einnahmen	40	
LU	28.02.10	Gebühren bezüglich des Betriebs der am Wegenetz gelegenen Nebenanlagen	0	
LU	39.01.10	EWG-Programm Infrastruktur Verkehr - Straßen	0	
Gesamtbetrag für Abschnitt 13.				70.916
<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>				70.606
Abschnitt 14 (Mobilität und Wasserstraßen)				
LU	06.02.10	Rückerstattungen durch Drittpersonen für Beschädigungen am öffentlichen Eigentum des Wasserstraßennetzes. - - Ertrag der Abgaben und Eigentumsgenehmigungen auf Wasserstraßen. - (zweckgebundene Einnahmen zugunsten des Verkehrs- und Havariefonds: Basiszuwendung 01.02, Programm 11, Organisationsbereich 14)	2.000	
AN	06.03.12	Einnahmen infolge der Aktivität der Flugplätze	0	
HE	16.01.12	Ertrag der Vermietung des durch die Transportverwaltung verwalteten Eigentums	45	
HE	16.02.12	Einnahmen infolge der Abonnements für Schülertransport	0	
LU	16.07.12	Ertrag aus der Vermietung von Gütern	120	
LU	16.08.11	Einnahmen aus den Aktivitäten der regionalen Staudämme	100	
HE	38.01.30	Einnahmen infolge der Rückerstattung der an den Fahrzeugen für Schülertransport verursachten Schäden	10	
LU	39.01.10	EWG-Programm Infrastruktur Verkehr - Wasserwege	0	
Gesamtbetrag für Abschnitt 14.				2.275
<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>				2.000
Abschnitt 15 - (Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt)				
HE	06.01.00	Erträge aus der Verwaltung der Treibhausgasemissionszertifikate kraft des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Protokolls von Kyoto, abgeändert durch das Dekret vom 22. Juni 2006 (Dem Wallonischen Kyoto-Fonds Artikel 7) (zweckgebundene Einnahmen für den Fonds zur Verwaltung der Wälder der ehemaligen "Gruerie d'Arlon": Basiszuwendung 01.02, Programm 11, Organisationsbereich 15)	0	
LU	16.01.11	Abhebung auf den Ertrag der Holzfällungen des ungeteilten Waldes der ehemaligen "Gruerie d'Arlon" (Staatsforstgesetz vom 26. Juli 1952, Artikel 7) (zweckgebundene Einnahmen für den Fonds zur Verwaltung der Wälder der ehemaligen "Gruerie d'Arlon": Basiszuwendung 01.02, Programm 11, Organisationsbereich 15)	184	
LU	16.02.11	Abhebung auf den Ertrag der Holzfällungen des ungeteilten Waldes von Herbeumont (Staatsforstgesetz vom 1e.Juli 1983, Artikel 1er16) (zweckgebundene Einnahmen für den Fonds zur Verwaltung des Waldes von Herbeumont: Basiszuwendung 01.03, Programm 11, Organisationsbereich 15)	71	
LU	16.03.12	Ertrag aus dem Verkauf von Wildbret und Beiträge der Gäste bei den Königlichen Jagden	35	
LU	16.04.11	Erlös aus dem Verkauf der Holzfällungen und des aufgelesenen Holzes	9.740	
LU	16.05.11	Anteil der Region am Erlös aus dem Verkauf der Holzfällungen in den ungeteilten Wäldern	1.020	
LU	16.09.20	Regiedienstleistungen und Überwachung der Wälder	0	
LU	16.12.10	Einnahmen aus dem Vertrieb von forstwirtschaftlichen Erzeugnissen	180	
LU	16.13.00	Einnahmen der forstwirtschaftlichen Forschungsstation	0	
LU	26.01.00	Von Schuldnern der Flurbereinigungsausschüsse, denen eine verteilte Rückzahlung des Rechnungsaldo bewilligt worden ist, gezahlte	31	
LU	28.01.30	Ertrag aus der Verpachtung der Jagdberechtigung	1.650	
LU	28.02.00	Erträge infolge des Eigentums der im Rahmen der Bodenpolitik erworbenen Immobiliengüter	108	
LU	31.01.00	Rückzahlung von Zuschüssen und Vorschüssen im Rahmen von wissenschaftlichen und technischen Forschungsprogrammen oder -projekten	0	
LU	31.02.00	Einnahmen infolge der Haushaltsregelung (zweckgebundene Einnahmen für den Haushaltsfonds "S.I.G.E.C"): Basiszuwendung 01.04, Programm 04, Organisationsbereich 15)	272	
LU	31.03.00	Pauschalentlohnungen im Zusammenhang mit dem Informationsnetz "landwirtschaftliche Buchführung"	70	
LU	31.04.00	Rückerstattung der von der regionalen Zahlstelle geleisteten, nicht geschuldeten Betriebszuschüsse	591	
LU	36.01.90	Gebühren und Entlohnungen infolge des Dekrets vom 18. Dezember 2003 (zweckgebundene Einnahmen für den Haushaltsfonds für die Gesundheit und die Qualität der Tiere und Tiererzeugnisse: Basiszuwendung 01.01, Programm 03, Organisationsbereich 15)	617	
LU	16.13.00	Einnahmen der forstwirtschaftlichen Forschungsstation	0	
LU	37.01.70	Anteil der Region am Ertrag der Angel-, Jagd- und Fangjagdscheine und der diesbezüglichen Prüfungen	3.600	
HE	37.02.70	(Neu) Aufgrund Artikel 22 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Januar 2009 zur Verhütung der Luftverunreinigung, die durch Zentralheizungsanlagen zur Beheizung von Gebäuden oder zur Brauchwasserbereitung verursacht wird, und zur Reduzierung des Energieverbrauchs dieser Anlagen erhobene Aktengebühren (zweckgebundene Einnahmen für den Fonds für den Umweltschutz: Basiszuwendung 01.03, Programm 13, Organisationsbereich 15)	200	
HE	38.01.40	Bezogene Einnahmen im Rahmen der Beteiligung seitens der Stelle, die mit der Rücknahmepflicht von Haushaltsabfällen beauftragt ist, in Anwendung von Artikel 13 §1, 2° des Kooperationsabkommens vom 4. November 248 über das Zusammenarbeitsabkommen über die Vermeidung und Bewirtschaftung von Verpackungsabfällen (zweckgebundene Einnahmen für den Fonds für die Abfallbewirtschaftung: Basiszuwendung 01.01, Programm 13, Organisationsbereich 15)	1.727	
LU	39.01.10	Beteiligung der EWG im Rahmen der Beihilferegelungen zugunsten der Landwirte	0	
HE	46.01.70	Ertrag aus den Beteiligungen der Verteiler, der zugelassenen Klärungseinrichtungen und der SPGE auf freiwilliger Basis und aus verschiedenen Spenden und Vermächtnisse an den internationalen Solidaritätsfonds für Wasser (zweckgebundene Einnahmen für den internationalen Solidaritätsfonds für Wasser: Basiszuwendung 01.04, Programm 13, Organisationsbereich 15)	501	
Gesamtbetrag für Abschnitt 15.				20.597
<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>				3.572

Anwei- sender Minister	Artikel	BEZEICHNUNG DER ERTRÄGE	(in Tausend EUR)	
			Ursprüngliche Schätzungen Pro Artikel	Gesamtbetrag
		Abschnitt 16 -(Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie)		
NO	26.01.10	Zinsertrag der betreibbaren Vorschüsse und Beteiligung an den Gewerbeerträgen von Unternehmen in Sachen allgemeiner Energiepolitik	50	
NO	26.02.10	Zinsertrag der betreibbaren Vorschüsse in Sachen Wohnungswesen	290	
HE	28.01.10	Gebühren in Sachen Straßenbaugenehmigungen	0	
NO	28.03.20	Ausgeschüttete Dividende aus der Kapitalbeteiligung der Region in den anerkannten Wohnungsbaugesellschaften	0	
NO	34.01.40	Von der Gesellschaft, bei der eine Einkommensverlustversicherung abgeschlossen wurde, zugunsten der Region überwiesener Gewinnanteil	169	
NO	38.01.10	Ertrag aus verschiedenen Geldstrafen und Gebühren in Zusammenhang mit der Organisation des Elektrizitäts- und Gasmarkts und dem Fonds kraft gesetzlicher, verordnungsmäßiger oder durch Übereinkommen vereinbarter Bestimmungen zugewiesene Mittel für die Finanzierung der gemeinnützigen Verpflichtungen im Elektrizitäts- und Gasmarkt (zweckgebundene Einnahmen zugunsten des Fonds für Energie: Basiszuwendung 01.01, Programm 31, Organisationsbereich 16)	13.500	
		Gesamtbetrag für Abschnitt 16.		14.009
		<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		13.500
		Abschnitt 17 (lokale Behörden, soziale Maßnahmen und Gesundheit)		
TI	06.04.00	Mit der Übernahme der Vergütungen des Personals der psychiatrischen Krankenhäuser verbundene Rückerstattungen	0	
TI	39.01.00	Rückzahlung Europäischer Mitfinanzierung	0	
FU	48.01.00	Beitrag der Provinzen, Gemeinden und ÖSHZ zur Hilfe für die Geschädigten in Süd- und Südostasien	0	
		Gesamtbetrag für Abschnitt 17.		0
		<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		0
		Abschnitt 18 (Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung)		
MA	16.01.11	Beratungsverträge	10	
MA	16.02.11	Miete von Industriegebäuden in Anwendung von Artikel 42 des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 über den Wirtschaftsaufschwung	544	
MA	26.01.10	Zinsertrag der betreibbaren Vorschüsse und der Obligationsdarlehen, die den Unternehmen im Rahmen ihrer Entwicklung und Umstrukturierung bewilligt werden.	0	
MA	26.02.10	Zinsertrag der betreibbaren Vorschüsse : Mittelstand, KMB, Sozialwirtschaft	0	
MA	27.01.10	Beteiligung an den Gewerbeerträgen von öffentlichen oder privaten Unternehmen	18.500	
MA	31.01.12	Beitreibung der Schuldforderungen und Streitsachen: Expansion, Umstrukturierung und Entwicklung der Betriebe, Industrie- und Beschäftigungsgebiete	2	
MA	31.02.12	Beitreibung der Schuldforderungen und Streitsachen: Mittelstand, KMB, Sozialwirtschaft	12	
MA	32.01.00	Beitreibung von Beschäftigungsprämien aufgrund des Gesetzes vom 4. August 1978 und des Dekrets vom 25. Juni 1992 zur Abänderung des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung	40	
MA	38.01.20	Beiträge im Zusammenhang mit der Gewährung regionaler Garantien	30	
AN	49.03.41	Zusätzliche Finanzierungsmittel des Programms zur Arbeitswiederbeschaffung für Arbeitslose (Artikel 35 des Finanzierungsgesetzes, Königlicher Erlass vom 19. Januar 2000 und Gesetz vom 13. Juli 2001 (St Polycarpe))	182.235	
MA	49.04.41	Zusätzliche Mittel, die vom Föderalstaat im Rahmen der Finanzierung des Sozialwirtschaftssektors erteilt werden	5.231	
		Gesamtbetrag für Abschnitt 18.		206.604
		<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		0
		Gesamtbetrag für Sektor III.		317.468
		<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		89.678
		GESAMTBETRAG FÜR TITEL I.		6.426.457
		<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		156.357
		TITEL II.- KAPITALEINNAHMEN.		
		SEKTOR I. STEUERLICHE EINNAHMEN.		
		Abschnitt 01 - Allgemeine steuerliche Einnahmen		
AN	56.01.50	Erbschaftssteuer und Übertragungssteuer von Todes wegen	594.949	
		Gesamtbetrag für Abschnitt 01.		594.949
		<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		0
		Gesamtbetrag für Sektor I.		594.949
		<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		0

Anwei- sender Minister	Artikel	BEZEICHNUNG DER ERTRÄGE	(in Tausend EUR)	
			Ursprüngliche Pro Artikel	Schätzungen Gesamtbeitrag
SEKTOR II. ALLGEMEINE NICHTSTEUERLICHE EINNAHMEN				
<i>Abschnitt 01 - Allgemeine Einnahmen</i>				
AN	06.01.00	Verschiedene Einnahmen	20	
AN	06.02.00	Rückzahlung von geleisteten, nicht geschuldeten Zahlungen	140	
AN	73.01.21	Beitreibung der getätigten Kosten für Arbeiten und Enteignungen für Rechnung von Drittpersonen	0	
AN	74.01.20	Einzahlung der nicht verwendeten Beträge durch die Rechnungsführer des ÖDW, die über Geldvorschüsse verfügen	520	
NO	76.01.32	Erlös aus dem Verkauf von Immobilien infolge der Immobilienverwaltung der Gebäude und der Niederlassungen	0	
AN	76.03.00	Erlös aus dem Verkauf von Immobilien	500	
AN	76.04.12	Ertrag aus dem Verkauf von nicht benutzten Landentnahmen	1.000	
NO	77.01.00	Ertrag aus dem Verkauf von anderen Vermögensgütern	0	
AN	77.02.00	Erlös aus dem Verkauf von nicht mehr benutzten oder außer Betrieb genommenen langlebigen beweglichen Gütern	200	
Gesamtbeitrag für Abschnitt 01.				2.380
<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>				0
Gesamtbeitrag für Sektor II.				2.380
<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>				0
SEKTOR III. Einnahmen besonderer Art				
<i>Abschnitt 12 (Haushalt, Logistik und Informations- und Kommunikationstechnologie)</i>				
AN	96.01.11	Diskrepanz bezüglich der Tilgung zwischen den von der SWCS "Société wallonne du crédit social" (Wallonische Sozialkreditgesellschaft) für die Finanzierung der Tätigkeitsprogramme 1986-1987 aufgenommenen Anleihen	2.001	
NO	06.02.00	Einnahmen aus der energetischen Immobilienverwaltung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie (Zweckgebundene Einnahmen für den Fonds der energetischen Immobilienverwaltung: Basiszuwendung 01.01, Programm 31, Organisationsbereich 12)	75	
Gesamtbeitrag für Abschnitt 12.				2.076
<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>				75
<i>Abschnitt 14 (Mobilität und Wasserstraßen)</i>				
HE	57.01.00	Rückzahlung durch die SRWT der Mehrbeträge und des Erlöses aus dem Verkauf von Immobiliengütern	0	
AN	69.01.00	Beteiligung des Staates an Investitionen zugunsten der Flughäfen und Flugplätze	0	
HE	79.01.00	Außergewöhnliche Einnahmen in Sachen Schülertransport	80	
Gesamtbeitrag für Abschnitt 14.				80
<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>				0
<i>Abschnitt 15 - (Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt)</i>				
LU	51.01.00	Rückerstattung der von der regionalen Zahlstelle geleisteten, nicht geschuldeten Betriebszuschüsse	0	
LU	76.02.00	Erträge infolge des Verkaufs und der Zuweisung von Immobiliengütern (zweckgebundene Einnahmen für den Fonds für die Bodenpolitik): Basiszuwendung 01.02, Programm 12, Organisationsbereich 15)	495	
LU	89.01.00	Erträge infolge der Beitreibung von Beträgen, die von den Eigentümern, Nießbrauchern und Betreibern nach den Flurbereinigungsmaßnahmen geschuldet werden	633	
LU	89.02.00	Erträge infolge der Beitreibung der Vorschüsse, die für technische Ausgaben in Zusammenhang mit der Anwendung der Gesetzgebung über die Flurbereinigung bewilligt worden sind	800	
Gesamtbeitrag für Abschnitt 15.				1.928
<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>				495
<i>Abschnitt 16 - (Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie)</i>				
NO	52.01.10	Rückerstattung der den öffentlichen und privaten Organismen gewährten Zuschüsse in Sachen Wohnungsbau	0	
NO	53.01.10	Rückerstattung der den Privatpersonen gewährten Wohnungsbaubehilfen	1.000	
HE	76.01.12	Erträge aus dem Verkauf von stillgelegten Industriegeländen (zweckgebundene Einnahmen für den Fonds zur Erneuerung der wallonischen Industriegebiete: Basiszuwendung 51.05, Programm 03, Organisationsbereich 16)	900	
NO	76.02.32	Ertrag aus dem Verkauf der durch die ehemalige SDRW gebauten Wohnungen	50	
NO	86.01.10	Rückzahlung von betreibbaren Vorschüssen in Sachen Wohnungswesen	839	
HE	87.01.20	Rückzahlung von betreibbaren Vorschüssen, die für den Abbruch von Immobilien bewilligt wurden, die in Übertretung der Bestimmungen des wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung und den Städtebau errichtet worden sind	0	
Gesamtbeitrag für Abschnitt 16.				2.789
<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>				900
<i>Abschnitt 17 (lokale Behörden, soziale Maßnahmen und Gesundheit)</i>				
TI	86.02.10	Rückzahlung von den psychiatrischen Krankenhäusern gewährten betreibbaren Vorschüssen	0	
Gesamtbeitrag für Abschnitt 17.				0
<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>				0

Anwei- sender Minister	Artikel	BEZEICHNUNG DER ERTRÄGE	(in Tausend EUR)	
			Ursprüngliche Schätzungen Pro Artikel	Gesamtbetrag
		Abschnitt 18 (Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung)		
MA	51.01.12	Beitreibung der Schuldforderungen und Streitsachen: Expansion, Umstrukturierung und Entwicklung der Betriebe, Industrie- und Beschäftigungsgebiete	1.000	
MA	52.02.12	Beitreibung der Schuldforderungen und Streitsachen: Mittelstand, KMB, Sozialwirtschaft	1.652	
MA	86.01.10	Ertrag bei Beteiligungsverzicht und Rückzahlung der bewilligten Mittel im Rahmen der Entwicklung und der Umstrukturierung der Betriebe	0	
MA	86.02.10	Rückerstattung bewilligter Mittel und beizubehaltender Vorschüsse: Mittelstand, KMB, Sozialwirtschaft	34	
MA	86.04.10	Fonds für industrielle Erneuerung (zweckgebundene Einnahmen für den FRI : Basiszuwendung 51.07, Programm 02, Organisationsbereich 18)	0	
MA	86.05.00	Ertrag bezüglich der Durchführung eines Luftfahrtprogramms	0	
NO-MA	01.01.00	Einnahmen in Anwendung des Dekrets vom 3. Juli 2008 über die Unterstützung der Forschung, der Entwicklung und der Innovation in der Wallonie: Basiszuwendung 01.01, Programm 34, Organisationsbereich 18)	17.000	
		Gesamtbetrag für Abschnitt 18.		19.686
		<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		17.000
		Gesamtbetrag für Sektor III.		26.559
		<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		18.470
		Gesamtbeträge für Titel II.		623.888
		<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		18.470
		TITEL III.- ERTRÄGE DER DARLEHEN		
AN	96.01.11	Erträge der Darlehen mit einer Laufzeit länger als ein Jahr, in Euro	0	
AN	96.02.20	Erträge der Darlehen mit einer Laufzeit länger als ein Jahr, in ausländischer Währung	0	
		GESAMTBETRAG FÜR TITEL III.		0
		ALLGEMEINER GESAMTBETRAG		7.050.345
		<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		174.827
		<i>Gesehen, um dem Dekretentwurf beigelegt zu werden</i>		

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2011 — 3452

[C – 2011/27236]

15 DECEMBER 2011. — Decreet houdende de algemene ontvangstenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2012 (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Voor het begrotingsjaar 2012, worden de lopende ontvangsten van het Waalse Gewest geraamd op 6.426.457.000 euro, overeenkomstig Titel I van de bij dit decreet gevoegde tabel.

Art. 2. Voor het begrotingsjaar 2012, worden de kapitaalontvangsten van het Waalse Gewest geraamd op 623.888.000 euro, overeenkomstig Titel II van de bij dit decreet gevoegde tabel.

Art. 3. De belastingen en taksen geïnd ten bate van het Gewest die op 31 december 2011 bestaan, zullen worden ingevorderd tijdens het jaar 2012, overeenkomstig de wetten, decreten en tarieven die de grondslag en de inning daarvan regelen.

Art. 4. § 1. De Minister van Begroting en Financiën wordt gemachtigd tot dekking, door leningen die zowel in België als in het buitenland mogen worden uitgegeven, in euro of in vreemde valuta :

1° van de financiering van de begrotingsuitgaven niet gedekt door de begrotingsontvangsten;

2° van de terugbetaling van de nog niet-afgeschreven leningen en obligaties van in euro of in vreemde valuta uitgeschreven leningen waarvan de eindtermijn in 2012 is vastgesteld;

3° van de vervroegde gehele of gedeeltelijke terugbetaling van in euro of in vreemde valuta uitgeschreven leningen, overeenkomstig de bepalingen van de ministeriële emissiebesluiten of leningsovereenkomsten;

4° van de verrichtingen van dagelijks beheer van de Schatkist of van de in het belang van de Schatkist verwezenlijkte verrichtingen van financieel beheer, met inbegrip van de voor hun goede afloop nodige beleggingen.

§ 2. De Minister van Begroting en Financiën wordt ertoe gemachtigd, met instemming van de houders en overeenkomstig de marktvoorwaarden, bestaande leningen geheel of ten dele om te zetten in leningen van het type «Thesauriebewijzen op lange termijn » en de termijn ervan aan te passen.

Art. 5. De Minister van Begroting en Financiën is gemachtigd :

1° tot het scheppen van thesauriebewijzen of van andere financieringsmiddelen die interest opbrengen, ten belope van het bedrag van de af te sluiten leningen, zowel in België als in het buitenland, in euro of in vreemde valuta;

2° tot uitvoering van elke verrichting van dagelijks beheer van de Schatkist of van elke verrichting van financieel beheer die verwezenlijkt wordt in het algemeen belang van de Schatkist, met inbegrip van het afsluiten van beleggingsovereenkomsten die voor hun goede afloop noodzakelijk zijn en met inachtneming van het voorzichtigheidsprincipe;

3° tot aanpassing van de terugbetalingsvoorwaarden en -termijnen, met instemming van de uitleners, wat betreft de door het Waalse Gewest in België of in het buitenland uitgeschreven privéleningen;

4° tot uitvoering van de in artikel 7, tweede lid, bepaalde financiële beheersverrichtingen wat betreft de door het Waalse Gewest in België of in het buitenland uitgeschreven leningen.

Art. 6. De voorlopige uitgaven inzake de samenstelling van activa (openbare leningen en thesauriebewijzen op lange termijn) en de bijkomende kosten, alsook de ontvangsten voortvloeiend uit de tegeldemaking van deze samengestelde activa, de bijkomende uitgaven en de ontvangsten die eruit voortvloeien kunnen geboekt worden op speciaal daartoe geopende bankrekeningen bij een in België gevestigde financiële instelling naar Belgisch recht, waarmee het Waalse Gewest een overeenkomst van financieel agent gesloten heeft, als wettelijk gevolg van het gebruik van de in artikel 6, 1°, bedoelde financiële middelen, inzonderheid de bepalingen van het koninklijk besluit van 22 december 1995 betreffende het toezicht op de instellingen die erkend zijn om rekeningen van gedematerialiseerde effecten van de Staat, de Gemeenschappen, de Gewesten, de provincies, de plaatselijke overheden of de openbare instellingen bij te houden.

De samengestelde activa kunnen ook ingeschreven worden op bijzondere effectenrekeningen die daartoe namens de Waalse Schatkist geopend zijn bij een in België gevestigde financiële instelling naar Belgisch recht, waarmee het Waalse Gewest een overeenkomst van financieel agent gesloten heeft, die wettelijk voortkomt uit het gebruik van de in artikel 6, 1°, bedoelde financiële middelen, inzonderheid de bepalingen van het koninklijk besluit van 22 december 1995 betreffende het toezicht op de instellingen die erkend zijn om rekeningen van gedematerialiseerde effecten van de Staat, de Gemeenschappen, de Gewesten, de provincies, de plaatselijke overheden of de openbare instellingen bij te houden.

Art. 7. De Minister van Begroting en Financiën is ertoe gemachtigd volgende inkomsten af te trekken van de leningslasten van Wallonië :

1° de inkomsten van de in het kader van de beheersverrichtingen van de Schatkist waarvan sprake in artikel 5, 1° en 2°, belegde opbrengsten van leningen in euro;

2° de aan het Waalse Gewest toegewezen inkomsten of kapitalen ten gevolge van beheersverrichtingen van de Schatkist inzake interestswap, arbitrages, risicodekkingen zoals de opties of andere verrichtingen verwezenlijkt door middel van leningen van Wallonië en om de financiële lasten ervan te verlagen.

Art. 8. Wallonië kan een bijkomende dotatie van 15.230 duizend € van de « Fédération Wallonie-Bruxelles » (Federatie Wallonië-Brussel) ontvangen.

Art. 9. De thesauriesaldi van de vorige « OWDR » kunnen bestemd worden voor artikel 76.02 van afdeling 15 (Fonds inzake grondbeleid).

Art. 10. In artikel 126 van het decreet van 3 juli 2008 betreffende de steun voor onderzoek, ontwikkeling en innovatie in Wallonië worden de volgende woorden ingevoegd :

« 4° met de sommen die aan het Gewest worden gestort in het kader van het project « RE-WILL (Recherche d'excellence — Walloon Institute for Life sciences Lead) » ».

Art. 11. § 1. Punt 1° van artikel 2 van het decreet van 19 november 1998 tot invoering van een belasting op de automaten in het Waalse Gewest wordt vervangen als volgt :

« 1° « automaat » :

de voor het publiek toegankelijke bankautomaten;

b) de geautomatiseerde loketten, namelijk de computerterminals die door de bankinstellingen ter beschikking worden gesteld voor de verschillende banktransacties, o.m. de automatische distributie van bankbiljetten;

b) de geautomatiseerde loketten, namelijk de computerterminals die door de bankinstellingen ter beschikking worden gesteld voor de verschillende banktransacties, o.m. de automatische uitvoering van betalingen en de automatische aflevering van rekeninguittreksels;

d) de zelfbedieningsbrandstofpompen waar automatische betaling mogelijk is;

e) de zelfbedieningsbrandstofpompen waar automatische betaling verplicht is;

f) geautomatiseerde tabaks, sigaren- of sigarettenautomaten. »

§ 2. § 1 van artikel 4 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 4. § 1. Het bedrag van de belasting wordt vastgesteld als volgt :

1) voor de automaten bedoeld in artikel 1, a), b) en c) : 3.500 euro per automaat;

2) voor de zelfbedieningsbrandstofpompen waar automatische betaling mogelijk is :

a) voor de volledig geautomatiseerde zelfbedieningspompen : 743,56 euro per slangkraan;

b) wanneer meerdere slangkranen op één enkele meter aangesloten zijn en niet tegelijkertijd kunnen worden gebruikt : 1.062,63 euro per meter;

3) voor de zelfbedieningsbrandstofpompen waar automatische betaling verplicht is :

a) voor de volledig geautomatiseerde zelfbedieningspompen : 875 euro per slangkraan;

b) wanneer meerdere slangkranen op één enkele meter aangesloten zijn en niet tegelijkertijd kunnen worden gebruikt : 1.250 euro per meter;

4) voor de geautomatiseerde tabaks, sigaren- of sigarettenautomaten : 500 euro per automaat.

Het bedrag van voormelde belastingen worden jaarlijks aangepast naar gelang van de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen. Vanaf het jaar 2012 worden de bedragen te innen voor het lopend belastbaar tijdperk, aangepast aan de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen tussen de maand juni van het jaar van de bekendmaking en de maand juni van het vorige jaar, jaarlijks in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt door het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst. »

§ 3. De bepalingen bedoeld in §§ 1 en 2 zijn toepasselijk vanaf het belastbare tijdperk 2011.

Art. 12. § 1. In artikel 97, tweede lid, van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, ingevoegd bij het decreet van 5 maart 2008 houdende invoering van een ecomalus op de CO₂-emissies van de autovoertuigen van natuurlijke personen, wordt het tweede streepje vervangen door de volgende bepaling :

« — de tweede, « ecomalus » genoemd, naar gelang van de categorie CO₂-emissies van het autovoertuig dat in gebruik wordt genomen. ».

§ 2. In artikel 97bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 5 maart 2008 houdende invoering van een ecomalus op de CO₂-emissies van de autovoertuigen van natuurlijke personen, wordt § 3 vervangen door de volgende bepaling :

« § 3. Het tweede bestanddeel van de belasting verschuldigd voor de personenauto's en de auto's voor dubbel gebruik bedoeld in artikel 94, 1°, die in gebruik genomen worden door een in het Waalse Gewest woonachtige natuurlijke persoon, « ecomalus » genoemd, wordt berekend overeenkomstig de artikelen 97quater en 97quinquies».

§ 3. In Titel V, hoofdstuk IV, eerste afdeling van hetzelfde Wetboek, wordt § 2, ingevoegd bij het decreet van 5 maart 2008 houdende invoering van een ecomalus op de CO₂-emissies van de autovoertuigen van natuurlijke personen en gewijzigd bij het decreet van 10 december 2009, vervangen door de volgende bepalingen :

« § 2. Berekening van de ecomalus.

Art. 97quater. § 1. Wanneer een autovoertuig in gebruik wordt genomen op het grondgebied van het Waalse Gewest, ongeacht of het al dan niet een ander autovoertuig vervangt bij de ingebruikneming ervan, wordt de ecomalus berekend op de categorie CO₂-emissies van dat onlangs op het grondgebied van het Waalse Gewest in gebruik genomen voertuig.

§ 2. De CO₂-emissies van het onlangs op het grondgebied van het Waalse Gewest in gebruik genomen autovoertuig worden ingedeeld volgens de CO₂-emissieniveaus vermeld in kolom I van onderstaande tabel.

Het cijfer tegenover elk CO₂-emissieniveau in kolom II van onderstaande tabel wordt « emissie categorie van het onlangs in gebruik genomen autovoertuig » genoemd :

I	II
CO ₂ -emissies van het onlangs in gebruik genomen autovoertuig	Emissie categorie van het onlangs in gebruik genomen autovoertuig
Van 0 tot 98	1
Van 99 tot 104	2
Van 105 tot 115	3
Van 116 tot 125	4
Van 126 tot 135	5
Van 136 tot 145	6

I	II
Van 146 tot 155	7
Van 156 tot 165	8
Van 166 tot 175	9
Van 176 tot 185	10
Van 186 tot 195	11
Van 196 tot 205	12
Van 206 tot 215	13
Van 216 tot 225	14
Van 226 tot 235	15
Van 236 tot 245	16
Van 246 tot 255	17
Vanaf 256	18

Het cijfer dat staat voor de emissie categorie van het onlangs in gebruik genomen autovoertuig, zoals vermeld in kolom II van de tabel hierboven, voor zover het kleiner is dan 15, wordt verminderd met 1 als de rechthebbende op de datum van ingebruikneming van het voertuig drie kinderen ten laste heeft, of met 2 als hij minstens vier kinderen ten laste heeft; de Minister van Financiën van het Waalse Gewest bepaalt de toekenningmodaliteiten van bovenvermeld voordeel dat, hetzij ambtshalve, hetzij op verzoek van de belanghebbende zou kunnen worden toegekend.

Wat betreft de voertuigen die op de datum van ingebruikneming van het voertuig in een inschrijvingsregister ingeschreven staan als voertuigen met vloeibaar petroleumgas als brandstoftype of energiebron, wordt het cijfer van de emissie categorie van het onlangs in gebruik genomen autovoertuig, zoals vermeld in kolom II van de tabel hierboven, verminderd met 1.

§ 3. Het tweede bestanddeel van de belasting, vermeld in artikel 97, tweede lid, ecomalus genoemd, is het bedrag dat voortvloeit uit de toepassing van de bedragen berekend overeenkomstig 97*quinqüies*, ten opzichte van het cijfer dat staat voor de emissie categorie van van het onlangs in gebruik genomen autovoertuig, berekend overeenkomstig § 2.

Art. 97*quinqüies*. Het bedrag van de ecomalus wordt vastgelegd als volgt :

I	II
Cijfer dat staat voor de emissie categorie van het onlangs in gebruik genomen autovoertuig, desgevallend verminderd overeenkomstig artikel 97 <i>quater</i> , § 2, derde en vierde lid	Bedrag van de ecomalus
7	100 €
8	175 €
9	250 €
10	375 €
11	500 €
12	600 €
13	700 €
14	1.000 €
15	1.200 €
16	1.500 €
17	2.000 €
18	2.500 €

In afwijking van dit tabel, is het bedrag van de ecomalus gelijk aan 0 euro voor de voertuigen bedoeld bij artikel 2, § 2, tweede lid, 7° van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen en die onder het bijzondere kentekenplaat zoals bedoeld in artikel 4, § 3, van het ministerieel besluit van 23 juli 2001 betreffende de inschrijving van voertuigen.

De Waalse Regering kan de bedragen en categorieën bedoeld in dit § 3 wijzigen. Ze zal het Waalse Parlement, onmiddellijk als het in vergadering is, of anders bij de opening van zijn eerstvolgende zitting, een ontwerp-decreet ter bevestiging van de aldus genomen besluiten voorleggen. »

§ 4. In Titel V, hoofdstuk IV, eerste afdeling van hetzelfde Wetboek, worden § 3, ingevoegd bij het decreet van 5 maart 2008 en gewijzigd bij het decreet van 20 december 2009 en § 3*bis*, ingevoegd bij het decreet van 10 december 2009, opgeheven.

§ 5. In Titel V, hoofdstuk IV, eerste afdeling van hetzelfde Wetboek, wordt § 4, ingevoegd bij het decreet van 5 maart 2008 en gewijzigd bij het decreet van 10 december 2009, § 3 en artikel 97*dexies* wordt artikel 97*sexies*.

§ 6. De bepalingen bedoeld bij § 4 blijven behouden voor de voertuigen die het voorwerp hebben uitgemaakt van een bestelbon, een financieringscontract of een aankoopovereenkomst ondertekend uiterlijk op 31 december 2011 en op voorwaarde dat de rechthebbende uiterlijk op 8 juli 2012 een aanvraag samen met het bestelbon, het financieringscontract of de aankoopovereenkomst bij de dienst belast met de ecobonus indient.

Art. 13. § 1. In artikel 131*bis* van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, wordt § 1 vervangen door de volgende tekst, luidend als volgt :

« § 1. In afwijking van artikel 131 wordt voor de schenkingen onder levenden van onroerende goederen op het bruto-aandeel van elk der begiftigden een evenredig recht geheven van :

- 1° 3,3 % voor de schenkingen in de rechte lijn, tussen echtgenoten en wettelijk samenwonenden;
- 2° 5,5 % voor de schenkingen tussen broers en zusters, tussen ooms of tantes en neven of nichten;
- 3° 7,7 % voor de schenkingen aan andere personen. »

§ 2. In artikel 44 van hetzelfde Wetboek vervallen de volgende woorden : « , of op 10 % indien voornoemde overdrachtsovereenkomsten aanleiding geven tot de toekenning van een hypothecair krediet aan de koper overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007 houdende het reglement van de hypothecaire leningen van de « Société wallonne de Crédit social » (Waalse Maatschappij voor Sociaal Krediet) en de « Guichets du Crédit social » (Sociale Kredietloketten) of tot de toekenning van een hypothecaire lening door het « Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie » (Woningfonds van de Kroostrijke Gezinnen van Wallonië) overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 betreffende de hypothecaire leningen en de huurtegemootkoming van het « Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie » (Woningfonds van de Kroostrijke Gezinnen van Wallonië) ».

§ 3. In artikel 209 van hetzelfde Wetboek, wordt punt 6° vervangen door de volgende tekst, luidend als volgt :

« 6° de rechten geïnd wegens een rechtsakte die geregistreerd wordt voordat het tarief voor die handeling verminderd wordt tot 5 % zoals vastgelegd in de artikelen 44, 53 en 57, ten belope van de bijkomende rechten tussen het percentage dat toegepast wordt bij de registratie van de akte en het verminderd tarief bedoeld in laatstgenoemde bepalingen; die teruggaaf is gekoppeld aan de voorwaarde van de formulering, onderaan op de akte van de hypothecaire lening, van een verzoek tot teruggaaf, die recht geeft op de vermindering op de verkoopakte van het pand waarop de hypotheek betrekking heeft, ondertekend door de koper en de instrumenterende notaris, vóór de registratie van die leningsakte; dat verzoek onderaan op de akte moet de naam van de begunstigde van de teruggaaf bevatten, en in voorkomend geval het nummer van de rekening waarop het bedrag van de terug te geven rechten gestort moet worden; ».

§ 4. Dit artikel treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt. §§ 2 en 3 zijn echter van toepassing op alle authentieke akten verleden vanaf 1 januari 2012, zelfs indien een overeenkomst wordt vastgesteld die vóór die datum het voorwerp heeft uitgemaakt van een onderhandse akte. Bedoelde authentieke akte zal blijven onderworpen aan de voormalige rentevoet van 10 % als hij wordt ingediend bij het registratiekantoor op hetzelfde ogenblik als voormelde onderhandse akte, met het bewijs dat de door de « Société wallonne de Crédit social » (Waalse Maatschappij voor Sociaal Krediet) en de « Guichets du Crédit social » (Sociale Kredietloketten) of door het « Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie » (Woningfonds van de Kroostrijke Gezinnen van Wallonië) toegekende hypothecaire lening op basis van een aanvraag ingediend uiterlijk op 31 decembre 2011 is toegekend.

HOOFDSTUK II. — Bepalingen betreffende afval

Art. 14. In artikel 5 van het fiscaal decreet tot bevordering van afvalpreventie en -valorisatie in het Waalse Gewest en tot wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen, wordt § 1 vervangen door « het bedrag van de belasting op het storten van huisafval in « C.E.T. » wordt vanaf het boekjaar 2010 vastgelegd op 60 euro/ton voor ongevaarlijke afval en op 65 euro/ton voor gevaarlijke afval. Deze bedragen betreffende thuisafval worden vanaf het boekjaar 2012 verhoogd met een bedrag van 2 euro/ton, onafhankelijk van en ter aanvulling van de op het bedrag van 2010 toegepaste index ».

In artikel 5 van hetzelfde decreet, wordt § 2 vervangen door « het bedrag van de belasting op het storten van niet-huishoudelijke afval in « C.E.T. » wordt vanaf het boekjaar 2010 vastgelegd op 60 euro/ton. Wat betreft ongevaarlijke thuisafval, wordt het bedrag, vanaf het boekjaar 2010, vastgelegd op 65 euro/ton. Deze bedragen betreffende thuisafval worden vanaf het boekjaar 2012 verhoogd met een bedrag van 2 euro/ton, onafhankelijk van en ter aanvulling van de op het bedrag van 2010 toegepaste index ».

Art. 15. In artikel 6 wordt § 1 vervangen door :

« Het bedrag van de belasting wordt verminderd als volgt :

1° 25 euro/ton als het gaat om resten van behandeling door verbranding, om vliegias uit thermische centrales, afval uit een behandeling door inertage of stabilisering, niet inert gietzand en resten van de behandeling van afval uit de productie of de vervaardiging van gietijzer en staal;

2° 15 euro/ton als het gaat om afval uit de afbraak van autowrakken en schroot;

3° 16 euro/ton als het gaat om niet-inerte resten van glasrecyclingseenheden die gebruik maken van selectief ingezameld glas voor de productie van nieuw glas;

4° 60 euro/ton als het gaat om inerte afval, onverminderd 10°, met inbegrip van inerte afval uit steenberg en vergunde opslagplaatsen, die naar centra voor technische ingraving afgevoerd moet worden in het kader van veiligheidsmaatregelen goedgekeurd door de bevoegde ambtenaren wanneer andere beheersprocessen dan uitgraving en storting in centra voor technische ingraving volgens de Dienst enorme uitgaven zouden tweewegbrengen of niet toegepast zouden kunnen worden;

5° 3 euro/ton als het gaat om andere afval dan die bedoeld in 10°, voortgebracht door grondsaneringsverrichtingen goedgekeurd door de ambtenaren die de Regering aanwijst of door de Regering zelf wanneer andere beheersprocessen dan uitgraving en storting in centra voor technische ingraving volgens de Dienst enorme uitgaven zouden tweewegbrengen of niet toegepast zouden kunnen worden;

6° 3 euro/ton als het gaat om resten en andere verontreinigde gronden uit vergunde grondsaneringscentra dan die bedoeld in 10°;

7° 3 euro/ton als het gaat om afval uit de vervaardiging van glasvezels, stoffen uit de bedding, oevers en bijbehorende kunstwerken van waterlopen en -vlakken, afval uit de behandeling van water om het drinkbaar te maken, afval van ijzeroxide uit de zinkproductie, gekend onder de naam jarosiet en goethiet, en ganggesteente van mangaanerts uit de productie van mangaanzouten en -oxiden;

8° 3 euro/ton als het gaat om afval die fosfogips, slib van sodafabrieken, slib van de zuivering van zoutoplossingen van minerale stoffen en mijnafval bevat;

9° 3 euro/ton als het gaat om slib of vaste resten van de vervaardiging van gerecycleerde papierbrij uit bedrijven die papier- en kartonafval gedeeltelijk of geheel als grondstof gebruiken voor de productie van nieuw papier en karton;

10° 0,25 euro/ton als het gaat om gronden die in aanmerking komen voor « C.E.T. » van klasse 3 of klasse 5.3, met uitzondering van die welke gebruikt worden als eindafdekking en voor het herstel van de centra voor technische ingraving;

11° 0 euro/ton als het gaat om afval die asbestvezels bevat, alsook om valoriseerbare afval gebruikt in « C.E.T. » als vervangingsmiddelen voor producten of uitrustingen die nodig zijn voor de exploitatie en de sanering van een « C.E.T. », overeenkomstig de exploitatievergunning of de milieuvergunning.

De verlaagde percentages, zoals vastgelegd in het eerste lid, zijn slechts toepasselijk op afvalstoffen die in « C.E.T. » gestort mogen worden. »

Art. 16. Artikel 10 van hetzelfde decreet van 22 maart 2007 wordt vervangen door wat volgt :

« § 1. Het bedrag van de belasting op verbranding van ongevaarlijke afval met warmteterugwinning wordt voor het boekjaar 2012 op 8,1 euro/ton vastgelegd.

Bij verbranding zonder warmteterugwinning wordt het bedrag bedoeld in het vorige lid op 50 euro/ton vastgelegd.

§ 2. Als de afvalverbranding niet gedekt is door een milieu- of exploitatievergunning overeenkomstig de geldende wetgeving, wordt het bedrag van de belasting op 150 euro/ton vastgelegd, met een minimum van 150 euro. »

Art. 17. Artikel 11 van hetzelfde decreet van 22 maart 2007 wordt vervangen door wat volgt :

« § 1. Het bedrag van de belasting op verbranding van gevaarlijke afval met warmteterugwinning wordt voor het boekjaar 2012 op 24 euro/ton vastgelegd.

Bij verbranding zonder warmteterugwinning wordt het bedrag bedoeld in het vorige lid op 60 euro/ton vastgelegd.

§ 2. Als de afvalverbranding niet gedekt is door een milieu- of exploitatievergunning overeenkomstig de geldende wetgeving, wordt het bedrag van de belasting op 600 euro/ton vastgelegd, met een minimum van 600 euro. »

Art. 18. In artikel 12, wordt het tweede lid van hetzelfde decreet van 22 maart 2007, vervangen door wat volgt :

« In afwijking van de artikelen 10, § 1, en 11, § 1, wordt het bedrag van de belasting op verbranding van afval uit grondsaneringshandelingen die zijn goedgekeurd door de ambtenaren die de Regering aanwijst of door de Regering zelf op 2 euro/ton vastgelegd in geval van warmteterugwinning en op 3 euro/ton zonder warmteterugwinning. »

Art. 19. In artikel 16 van hetzelfde decreet van 22 maart 2007, wordt § 1 vervangen als volgt :

« Het bedrag van de belasting bedoeld in dit hoofdstuk wordt vanaf het boekjaar 2012 op 6,75 euro/ton vastgelegd. »

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen betreffende water*

Art. 20. In artikel D.252 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 2 wordt vervangen door :

« § 2. De winningen van tot drinkwater verwerkbaar water worden onderworpen aan een jaarlijkse winningsbelasting waarvan het bedrag op 0,0756 euro per m³; wordt vastgelegd.

De andere grondwaterwinningen, met uitzondering van de winningen kleiner dan 3 000 m³, worden onderworpen aan een jaarlijkse winningsbelasting waarvan het bedrag als volgt wordt vastgelegd :

1° van 0 tot 20 000 m³; water : 0,0248 euro per m³; uitgepompt water;

2° van 20 001 tot 100 000 m³; water : 0,0496 euro per m³; uitgepompt water;

3° boven 100 000 m³ water : 0,0744 euro per m³ uitgepompt water. »;

2° in § 3 wordt punt 6° opgeheven. »

HOOFDSTUK IV. — *Bepalingen betreffende afgedankte bedrijfsruimten*

Art. 21. In artikel 2 van het decreet van 27 mei tot invoering van een belasting op de afgedankte bedrijfsruimten :

— wordt het getal 5 000 vervangen door het getal 1 000;

— wordt het getal 50 vervangen door het getal 25;

— wordt een lid toegevoegd, luidend als volgt :

« De belasting blijft verschuldigd indien de werken, die tot doel hebben een einde te stellen aan de belastingsredenen, worden uitgevoerd zonder de wettelijke bepalingen die erop van toepassing zijn, na te leven. ».

Art. 22. In artikel 5 van hetzelfde decreet, worden de woorden « of van elke zoals in artikel 7, § 3, tweede lid, bedoelde jaarlijkse vaststelling die later dan eerstgenoemde vaststelling plaatsvindt » vervangen door de woorden « of van de latere vaststellingen bedoeld in artikel 7, § 3, tweede lid, of, bij gebrek aan vaststelling, op 1 oktober van het betrokken jaar ».

Art. 23. In artikel 6 van hetzelfde decreet wordt het eerste lid vervangen als volgt : « Het belastbare tijdperk is het jaar waarin een tweede vaststelling bedoeld in artikel 7, § 2, tweede lid, wordt opgemaakt, waarbij het bestaan van een in stand gehouden afgedankte bedrijfsruimte wordt vastgesteld, of de latere jaren waarin de ruimte in stand wordt gehouden, in de zin van artikel 2. »

Het derde lid wordt vervangen als volgt : « De belasting kan ingekohierd worden tot op 30 juni van het jaar volgend op het aanslagjaar. »

Art. 24. In artikel 7, § 2, van hetzelfde decreet, wordt het getal twaalf vervangen door het getal negen.

Het eerste lid van § 3 wordt vervangen als volgt : « § 3. Vanaf het derde jaar wordt de ruimte geacht in stand gehouden te zijn in de zin van artikel 2. De verschuldigde kan de ambtenaren bedoeld in § 1, eerste lid, echter verzoeken een controle uit te voeren. »

Art. 25. In artikel 9 van hetzelfde decreet worden de eerste drie paragrafen vervangen door wat volgt :

« § 1. De opeisbaarheid van de belasting alsmede de looptijd van de verjaring van de invordering ervan worden opgeschort in het geval bedoeld in § 2.

§ 2. De opschorting betreft de ruimten onderworpen aan de bepalingen van hoofdstuk IV van het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer, zolang de houder van de verplichtingen, die hem overeenkomstig dit decreet zijn opgelegd, zijn verplichtingen nakomt.

§ 3. De opschorting begint te lopen vanaf het jaar waarin deze verplichtingen ontstaan.

Ze heeft betrekking op de belastingen betreffende de jaren waarin deze verplichtingen lopen.

De belastingen worden ontheven wanneer het bestuur een bodemcontrolecertificaat afgeeft overeenkomstig artikel 67 van dit decreet. »

Art. 26. Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel *9bis*, luidend als volgt :

« Art. *9bis*. De gemeenten kunnen opcentiemen heffen op de gewestelijke belasting.

Enkel de gemeenten die jaarlijks aan de telling deelnemen alsook aan de bijwerking van de lijst van de ruimten die kunnen betrokken zijn bij deze belasting, kunnen opcentiemen heffen. »

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 27. Behoudens andere bepalingen, treedt dit decreet in werking op 1 januari 2012.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 15 december 2011.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Plaatselijke Besturen en de Stad,
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden,
Natuur, Bossen en Erfgoed,
B. LUTGEN

—
Nota

(1) *Zitting 2011-2012.*

Stukken van het Waals Parlement, 4-III a, (2011-2012) Nrs. 1 tot 6.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 14 december 2011.

Bespreking

Volledig verslag, plenaire vergadering van 15 december 2011.

Bespreking.

Stemming.

ONTVANGSTENBEGROTING VAN HET WAALSE GEWEST VOOR HET BEGROTINGSJAAR 2012

Ordonnancerend		Artikel	AANWIJZING VAN DE OPBRENGSTEN	(duizend EUR)	
				Per artikel	Totaal
TITEL I.- LOPENDE ONTVANGSTEN.					
Sector I. Fiscale ontvangsten					
<i>Afdeling 12 – Algemene fiscale ontvangsten</i>					
AN	36.01.90	Belasting op spelen en weddenschappen		18.439	
AN	36.02.90	Belasting op automatische spanningstoestellen		15.257	
AN	36.03.90	Belasting op de opening van slijterijen		0	
AN	36.04.40	Registratierechten voor overdracht van onroerende goederen onder bezwarende titel		895.138	
AN	36.05.40	Registratierechten voor de vestiging van een hypotheek op een onroerend goed gelegen in België		87.702	
AN	36.06.40	Registratierechten op de gedeeltelijke of gehele verdelingen van onroerende goederen gelegen in België, de afstanden onder bezwarende titel tussen medeëigenaren, van onverdeelde gedeelten van zulke goederen		18.529	
AN	36.07.40	Registratierechten op de schenkingen onder levenden van roerende of onroerende goederen		83.918	
AN	36.08.60	Verkeersbelasting op autovoertuigen		435.155	
AN	36.09.60	Verkeersbelasting op autovoertuigen		146.273	
AN	36.10.90	Kijk- en luistergeld		115.000	
AN	36.11.90	Eurovignet		0	
AN	36.12.90	Belastingen op automaten		16.921	
AN	36.13.80	Belastingen op verlaten woningen		25	
AN	36.14.80	Belasting op het verschil van de CO2-emissies van de autovoertuigen die in gebruik worden genomen door een natuurlijke persoon (Malus)		0	
AN	37.01.00	Onroerende voorheffing		31.253	
AN	37.02.00	Renten en boeten op gewestelijke belastingen (artikel 6 §5, van de bijzondere wet van 13 juli 2001)		16.771	
Totaal voor afdeling 12					1.880.381
<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>					0
<i>Afdeling 15 – Bijzondere fiscale ontvangsten (Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en leefmilieu)</i>					
HE	36.01.70	Belastingen en retributies geïnd krachtens het decreet van 25 juli 1991 betreffende de afvalstoffen (ontvangsten bestemd voor het Fonds voor afvalbeheer: basisallocatie 01.01, programma 13, organisatieafdeling 15)		24.500	
HE	36.02.70	Belastingen, retributies en voorheffingsbelastingen geïnd krachtens het programma-decreet 1997 (ontvangsten bestemd voor het fonds voor waterbescherming : basisallocatie 01.03, programma 13, organisatieafdeling 15)		35.455	
HE	36.03.70	Belastingen en heffingen geïnd krachtens het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning (ontvangsten bestemd voor het Fonds voor de bescherming van het Leefmilieu : basisallocatie 01.03, programma 13, (Nieuw) Bedragen geïnd krachtens het decreet van 5 juni 2008 betreffende de beteugeling van milieuovertredingen (ontvangsten bestemd voor het Fonds voor de bescherming van het Leefmilieu: basisallocatie 01.03, programma 13, organisatieafdeling 15)		254	
HE	38.02.50	(Nieuw) Bedragen geïnd krachtens het decreet van 5 juni 2008 betreffende de beteugeling van milieuovertredingen (ontvangsten bestemd voor het Fonds voor de bescherming van het Leefmilieu: basisallocatie 01.03, programma 13, organisatieafdeling 15)		500	
Totaal voor afdeling 15					60.709
<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>					60.709
<i>Afdeling 16 – Bijzondere fiscale ontvangsten (Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie)</i>					
HE	36.14.90	Belastingen op de afgedankte bedrijfsruimten (ontvangsten toegewezen aan het Saneringsfonds voor de te renoveren bedrijfsruimten en de sites voor de prioritaire landschappelijke sanering: basisallocatie 01.01, afdeling 16, programma 03)		1.100	
Totaal voor afdeling 16					1.100
<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>					1.100
Totaal voor sector I.					1.942.190
<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>					61.809
Sector II. Niet-fiscale algemene ontvangsten					
<i>Afdeling 01 - Algemene ontvangsten</i>					
DE	16.03.12	Inschrijvingskosten voor door het Gewest ingerichte manifestaties		0	
DE	16.07.12	Opbrengst van studies en verkoop van publicaties op het gebied van statistieken		0	
DE	38.01.10	Begrotingsfonds inzake de Nationale Loterij (Ontvangsten bestemd voor het Begrotingsfonds inzake de Nationale Loterij): basisallocatie 01.01, programma 03, organisatieafdeling 10)		4.870	
DE	49.11.20	Inkomsten afkomstig uit de Franse Gemeenschap omwille van haar aandeel in de administratieve opvolging van het Transversaal strategisch plan 2 “Ontwikkeling van menselijk kapitaal, kennis en knowhow”		0	
Totaal voor afdeling 01					4.870
<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>					4.870

Ordomancerend Mini-nateur		Artikel	AANWIJZING VAN DE OPBRENGSTEN	(duizend EUR)	
				Per artikel	Totaal
Afdeling 11 (Personeel en algemene zaken)					
NO	11.01.10	Terugbetalingen in verband met gedane uitgaven voor wedden, toelagen en sociale lasten van de personeelsleden van de Waalse		1.300	
NO	11.02.00	Terugbetaling aan de Waalse Overheidsdienst van de wedden en toelagen van de leden van het Centrum voor Landbouwkundig Onderzoek van		0	
NO	11.04.00	Terugbetaling aan de Waalse Overheidsdienst van de wedden en toelagen van de gewestelijke Ontvangers		9.000	
NO	11.05.40	Bijdrage van het personeel van de Waalse Overheidsdienst in de aankoop van maaltijdcheques		50	
Totaal voor afdeling 11					10.350
<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>					0
Afdeling 12 (Begroting, logistiek en informatie- en communicatietechnologie)					
AN	06.01.00	Allerhande opbrengsten		11.065	
AN	06.02.00	Terugbetaling van ten onrechte betaalde bedragen		1.500	
AN	08.01.30	Terugbetaling van de bedragen m.b.t. de uitgaven van de diensten van het Gewest die controle uitoefenen op de aan de wetten van 10 juni 1937 en 16 maart 1954 onderworpen I.O.N. en op andere pararegionale instellingen		0	
AN	12.01.11	Storting van niet-aangewende sommen door de rekenplichtigen die hun verrichtingen doen door middel van geldvoorschotten		3.827	
AN	16.01.12	Terugvordering van bedragen in verband met uitgaven voor materieel en diensten gedaan voor de werking van de besturen, met inbegrip van de verkoop van niet meer gebruikte goederen		40	
AN	16.06.12	Opbrengst van de verkoop van niet-duurzame goederen en diensten		700	
AN	16.10.12	Lopende ontvangsten voortkomend uit het beheer van het gewestelijk vermogen		0	
AN	16.14.12	Opbrengsten van de verhuring van niet-specifieke goederen		600	
AN	26.02.10	Beleggingsinteressen		332	
AN	27.01.30	Opbrengst van de verrichtingen op de overschotten van uitgaven van leningen		0	
AN	38.02.00	Terugvordering van schuldvorderingen waarover geschil bestaat		300	
AN	38.03.00	Voorheffing op borgsommen en opbrengsten van borgsommen na faillissementen		50	
AN	38.04.00	Opbrengst van de afhoudingen en van de boetes voor te late oplevering van aannemingen		100	
AN	46.01.00	Bijdrage van het Egalisatiefonds voor begrotingen van het Waalse Gewest		0	
AN	49.01.42	Toegekend aandeel van de personenbelasting		3.770.213	
AN	49.02.42	Toegekend aandeel van de personenbelasting - Definitieve berekening vorig belastingjaar		0	
AN	49.06.41	Door de Regie der Gebouwen aan het Gewest verschuldigde achterstallige ontvangsten		0	
AN	49.07.20	Door de Franse Gemeenschap overgedragen middelen		337.451	
AN	49.08.20	Door de Franse Gemeenschap overgedragen middelen		0	
AN	49.09.20	Door de Franse Gemeenschap overgedragen middelen.- Definitieve berekening vorig begrotingsjaar		4.278	
AN	49.10.20	Uitzonderlijke dotatie van de Franse Gemeenschap		15.230	
AN	49.11.43	Belastingontheffingen		10	
AN	49.12.42	Federale dotatie groep spelen en weddenschappen		0	
Totaal voor afdeling 12					4.145.696
<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>					0
Afdeling 16 (Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie)					
AN	38.01.00	Opbrengsten van de retributie verbonden aan de organisatie van de elektriciteits- en gasmarkt		0	
Totaal voor afdeling 16					0
<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>					0
Afdeling 17 (Plaatselijke besturen, Sociale actie en gezondheid)					
AN	49.04.41	Terugbetaling van de bijdrage van de federale Regering in het kader van de startbaanovereenkomsten		5.883	
Totaal voor afdeling 17					5.883
<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>					0
Totaal voor sector II.					4.166.799
<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>					4.870
Sector III. Specifieke ontvangsten					
Afdeling 12 (Begroting, logistiek en informatie- en communicatietechnologie)					
AN	21.01.11	Terugbetaling van het overschot van aanbetalingen van de schuldrente		0	
AN	30.01.00	Renteverschil voor leningen aangegaan door de "SWCS" voor de financiering van de activiteitenprogramma's 1986 en 1987		3.067	
Totaal voor afdeling 12					3.067
<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>					0

Ordonnancerend Mini- nateur		Artikel	AANWIJZING VAN DE OPBRENGSTEN	(duizend EUR)	
				Per artikel	Totaal
Afdeling 13 (Wegen en gebouwen)					
AN	01.01.00	Fonds betreffende paardensport (ontvangst bestemd voor het Fonds betreffende paardensport: basisallocatie 01.01, programma 11, organisatieafdeling 13)		800	
LU	06.01.00	Terugbetalingen door derden inzake beschadigingen aan het openbaar domein van het wegen- en autosnelwegennet van het Gewest - Opbrengst van de retributies en eigendomsmachtigingen toegekend op de wegen en autosnelwegen (ontvangst bestemd voor het Tol- en Averijfonds : basisallocatie 01.01, programma 02, organisatieafdeling 13)		69.106	
LU	06.04.12	Ontvangsten die voortvloeien uit de externe prestaties van de studiebureaus van de Waalse Overheidsdienst (ontvangst bestemd voor het Fonds voor technische studies: basisallocatie 01.03, programma 03, organisatieafdeling 13)		700	
NO	11.06.10	Terugbetalingen verbonden aan de overname van lonen, toelagen en sociale lasten van het personeel tewerkgesteld door de studiebureaus die betaald worden door het "Fonds des Etudes techniques" (Technische studiefonds),		50	
LU	16.07.12	Opbrengsten van de verhuring van goederen		220	
MA	28.01.10	Inkomsten verbonden aan de exploitatie van de telecommunicatienetwerken		40	
LU	28.02.10	Retributies verbonden aan de exploitatie van langs het wegennet gelegen aanpalende etablissementen		0	
LU	39.01.10	EEG-programma Infrastructuur Vervoer - Wegen		0	
Totaal voor afdeling 13					70.916
<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>					70.606
Afdeling 14 (Mobiliteit en Waterwegen)					
LU	06.02.10	Terugbetalingen door derden inzake beschadigingen aan het openbaar domein van het waterwegennet. - Opbrengst van de retributies en eigendomsmachtigingen toegekend op de waterwegen. - (ontvangst bestemd voor het Verkeers- en Averijfonds : basisallocatie 01.02, programma 11, organisatieafdeling 14)		2.000	
AN	06.03.12	Ontvangsten voortkomend uit de activiteit van de vliegvelden		0	
HE	16.01.12	Huuropbrengst van de door het Bestuur Vervoer beheerde goederen		45	
HE	16.02.12	Ontvangsten voortkomend uit de abonnements voor leerlingenvervoer		0	
LU	16.07.12	Opbrengsten van de verhuring van goederen		120	
LU	16.08.11	Ontvangsten voortkomend uit de activiteit van de gewestelijke stuwdammen		100	
HE	38.01.30	Ontvangsten voortkomend uit de teruggunningen ingevolge schade veroorzaakt aan de voertuigen voor leerlingenvervoer		10	
LU	39.01.10	EEG-programma Infrastructuur Vervoer - Waterwegen		0	
Totaal voor afdeling 14					2.275
<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>					2.000
Afdeling 15 (Landbouw, natuurlijke hulpbronnen en leefmilieu)					
HE	06.01.00	Opbrengsten van het beheer van de broeikasgasemissierechten die zijn geïnd krachtens het decreet van 10/11/2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een " Fonds wallon Kyoto " (Waals Kyotofonds) en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto, gewijzigd bij het decreet van 22 juni 2006 (toegewezen ontvangst op het Waals		0	
LU	16.01.11	Voorheffing op de opbrengst van de kappingen in het onverdeelde bos van de voormalige "Gruerie d'Arlon" (domaniale wet van 26 juli 1952, art.7) (ontvangst bestemd voor het beheersfonds voor de bossen van de voormalige "Gruerie d'Arlon" : basisallocatie 01.02, programma 11, organisatieafdeling 15)		184	
LU	16.02.11	Voorheffing op de opbrengst van de kappingen in het onverdeelde bos van Herbeumont (domaniale wet van 1 juli 1983, art. 1, 16) (ontvangst bestemd voor het beheersfonds voor het bos van Herbeumont : basisallocatie 01.03, programma 11, organisatieafdeling 15)		71	
LU	16.03.12	Verkoop van wildbraad en bijdragen van de genodigden op de Koninklijke Jachten		35	
LU	16.04.11	Opbrengst van de verkoop van kappingen en sprokkelhout		9.740	
LU	16.05.11	Gewestelijk aandeel in opbrengst van verkoop van kappingen in de onverdeelde bossen		1.020	
LU	16.09.20	Prestaties van regie en bewaking van bossen		0	
LU	16.12.10	Ontvangsten voortkomend uit de boscentrale		180	
LU	16.13.00	Ontvangsten voortkomend uit het station voor bosonderzoek		0	
LU	26.01.00	Kredietrente uitbetaald door de schuldenaars van de ruilverkavelingscomités die in aanmerking komen voor een terugbetaling in termijnen van		31	
LU	28.01.30	Opbrengst van de huur van het jachtrecht		1.650	
LU	28.02.00	Opbrengsten die voortvloeien uit de eigendom van de onroerende goederen verworven in het kader van het grondbeleid		108	
LU	31.01.00	Terugbetaling van subsidies en voorschotten in het kader van programma's of projecten voor technisch en wetenschappelijk onderzoek		0	
LU	31.02.00	Ontvangsten geïnd krachtens het beschikkend gedeelte van de begroting (ontvangst bestemd voor het begrotingsfonds G.B.C.S. : : basisallocatie 01.04, programma 04, organisatieafdeling 15)		272	
LU	31.03.00	Forfaitaire vergoedingen verbonden met het Landbouwkundige boekhoudkundige informatienetwerk		70	
LU	31.04.00	Terugbetaling van exploitatietoelagen die ten onrechte uitbetaald werden aan gerechtigden door de gewestelijke uitbetalende instelling		591	
LU	36.01.90	Heffingen en beloningen geïnd overeenkomstig het programmadecreet van 18 december 2003 (ontvangst bestemd voor het begrotingsfonds voor de kwaliteit van dierlijke en plantaardige producten : basisallocatie 01.01, programma 03, organisatieafdeling 15)		617	
LU	16.13.00	Ontvangsten voortkomend uit het station voor bosonderzoek		0	
LU	37.01.70	Gewestelijk aandeel in de opbrengst van de vis-, jacht- en vogeljachtvergunningen en de desbetreffende examens		3.600	
HE	37.02.70	(Nieuw) Dossierrechten geïnd krachtens artikel 22 van het Besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2009 tot voorkoming van de luchtverontreiniging door de centrale verwarmingsinstallaties voor de verwarming van gebouwen of de productie van sanitair warm water en tot beperking van het energiegebruik ervan: basisallocatie 01.03, programma 13, organisatieafdeling 15)		200	
HE	38.01.40	Ontvangsten geïnd voor de tegemoetkoming van de instelling belast met de terugnameplicht van huisafval overeenkomstig artikel 13, § 1, 12° van het samenwerkingsakkoord betreffende de preventie en het beheer van verpakkingsafval (ontvangst bestemd voor het Fonds voor afvalbeheer : basisallocatie 01.01, programma 13, organisatieafdeling 15)		1.727	
LU	39.01.10	Tegemoetkoming van de EEG in het kader van de steunregeling voor landbouwers		0	
HE	46.01.70	Opbrengst van bijdragen die voortkomen uit de verdelers, erkende saneringsinstellingen en de SPGE op vrijwillige basis en uit diverse schenkingen en legaten aan het Internationaal solidariteitsfonds voor Water (ontvangst bestemd voor het Internationaal solidariteitsfonds voor Water : basisallocatie 01.04, programma 13, organisatieafdeling 15)		501	
Totaal voor afdeling 15					20.597
<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>					3.572

		(duizend EUR)	
Ordonnancerend Mini- nateur	Artikel	AANWIJZING VAN DE OPBRENGSTEN	Initiële ramingen Per artikel Totaal
Afdeling 16 (Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie)			
NO	26.01.10	Renten op terugvorderbare voorschotten en aandeel in exploitatiewinsten van bedrijven inzake algemeen energiebeleid	50
NO	26.02.10	Rente op terugvorderbare voorschotten inzake huisvesting	290
HE	28.01.10	Retributies inzake wegebouwvergunningen	0
NO	28.03.20	Uitgekeerde dividenden voortkomend uit het aandeel van het Gewest in het kapitaal van de erkende huisvestingsmaatschappijen	0
NO	34.01.40	Winsttaandeel gestort aan het Gewest door de instelling die de verzekering tegen het risico van inkomensverlies dekt	169
NO	38.01.10	Opbrengst van verschillende boeten en retributies verbonden met de organisatie van de elektriciteits- en gasmarkt die aan het Fonds toegekend zijn krachtens wettelijke, reglementaire of bij overeenkomst aangegane bepalingen met het oog op de financiering van de verplichtingen van openbare dienst in de elektriciteits- en gasmarkt (ontvangsten toegewezen aan het Energiefonds: basisallocatie 01.01, programma 31,	13.500
Totaal voor afdeling 16			14.009
<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>			13.500
Afdeling 17 (Plaatselijke besturen, Sociale actie en gezondheid)			
TI	06.04.00	Terugbetalingen in verband met de overname van de bezoldigingen van het personeel van psychiatrische ziekenhuizen	0
TI	39.01.00	Terugbetaling van de Europese medefinanciering	0
FU	48.01.00	Bijdragen van de Provincies, Gemeenten en OCMW's voor de steun aan de slachtoffers van Zuid- en Zuidoost-Azië	0
Totaal voor afdeling 17			0
<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>			0
Afdeling 18 (Ondernemingen, werk en onderzoek)			
MA	16.01.11	Consultatiecontracten	10
MA	16.02.11	Verhuring van industriële gebouwen overeenkomstig artikel 42 van de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie	544
MA	26.01.10	Renten voortvloeiend uit de toekenning van terugvorderbare voorschotten en obligatieleningen aan bedrijven in het kader van de ontwikkeling en herstructurering ervan	0
MA	26.02.10	Rente op terugvorderbare voorschotten : middenstand, Kmo's, sociale economie	0
MA	27.01.10	Aandeel in de exploitatiewinsten van openbare of privé bedrijven	18.500
MA	31.01.12	Terugvordering van schuldvorderingen en geschillen : expansie, herstructurering en ontwikkeling van bedrijven, industrie- en	2
MA	31.02.12	Terugvordering van schuldvorderingen en geschillen : middenstand, Kmo's, sociale economie	12
MA	32.01.00	Terugvordering van tewerkstellingspremies op grond van de wet van 4 augustus 1978 en het decreet van 25 juni 1992 tot wijziging van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering	40
MA	38.01.20	Bijdragen verbonden met de toekenning van gewestelijke waarborgen	30
AN	49.03.41	Bijkomende financieringsmiddelen van het programma voor wedertewerkstelling van werklozen (artikel 35 van de financieringswet, koninklijk besluit van 19 januari 2000 en wet van 13 juli 2001 (Heilige Polycarpus)	182.235
MA	49.04.41	Bijkomende middelen toegekend door de federale overheid in het kader van de financiering van de sector sociale economie	5.231
Totaal voor afdeling 18			206.604
<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>			0
Totaal voor sector III.			317.468
<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>			89.678
Totaal voor Titel I.			6.426.457
<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>			156.357
TITEL II. - KAPITAALONTVANGSTEN.			
Sector I. Fiscale ontvangsten			
<i>Afdeling 01 – Algemene fiscale ontvangsten</i>			
AN	56.01.50	Successierechten en rechten bij overdracht door overlijden	594.949
Totaal voor afdeling 01			594.949
<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>			0
Totaal voor sector I.			594.949
<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>			0

Ordonnancerend				(duizend EUR)	
Mini-nateur	Artikel	AANWIJZING VAN DE OPBRENGSTEN		Initiële ramingen	
				Per artikel	Totaal
Sector II. Niet-fiscale algemene ontvangsten					
<i>Afdeling 01 - Algemene ontvangsten</i>					
AN	06.01.00	Diverse opbrengsten		20	
AN	06.02.00	Terugbetaling van ten onrechte betaalde bedragen		140	
AN	73.01.21	Terugvordering van de kosten van de voor rekening van derden uitgevoerde werken en onteigeningen		0	
AN	74.01.20	Storting van niet-aangewende sommen door de rekenplichtigen van de Waalse Overheidsdienst die hun verrichtingen doen door middel van		520	
NO	76.01.32	Opbrengst van de verkoop van onroerende goederen die voortvloeien uit het onroerend beheer van Gebouwen en Vestigingen		0	
AN	76.03.00	Opbrengst van de verkoop van gebouwen		500	
AN	76.04.12	Opbrengst van de verkoop van niet gebruikte grondnimmelingen		1.000	
NO	77.01.00	Opbrengst van de verkoop van andere vermogensgoederen		0	
AN	77.02.00	Opbrengst van de verkoop van niet langer gebruikte of buiten dienst gestelde duurzame roerende goederen		200	
Totaal voor afdeling 01					2.380
<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>					0
Totaal voor sector II.					2.380
<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>					0
Sector III. Specifieke ontvangsten					
<i>Afdeling 12 (Begroting, logistiek en informatie- en communicatietechnologie)</i>					
AN	96.01.11	Renteverschil voor leningen aangegaan door de "SWCS" voor de financiering van de activiteitenprogramma's 1986 -1987		2.001	
NO	06.02.00	Ontvangsten die voortvloeien uit het energiebeheer onroerende goederen van de Waalse Overheidsdienst (Rntvangsten bestemd voor het Fonds voor Energiebeheer onroerende goederen: basisallocatie 01.01, programma 31, organisatieafdeling 12)		75	
Totaal voor afdeling 12					2.076
<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>					75
<i>Afdeling 14 (Mobiliteit en Waterwegen)</i>					
HE	57.01.00	Terugbetaling door de SRWT van meerwaarden en van de opbrengst van de verkoop van onroerende goederen		0	
AN	69.01.00	Tussenkost van de Staat in de voor luchthavens en vliegvelden verwezenlijkte investeringen		0	
HE	79.01.00	Uitzonderlijke ontvangsten inzake leerlingenvervoer		80	
Totaal voor afdeling 14					80
<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>					0
<i>Afdeling 15 (Landbouw, natuurlijke hulpbronnen en leefmilieu)</i>					
LU	51.01.00	Terugbetaling van exploitatietoelagen die ten onrechte uitbetaald werden aan gerechtigden door de gewestelijke uitbetalende instelling		0	
LU	76.02.00	Opbrengsten die voortvloeien uit de verkoop en de toewijzing van onroerende goederen (ontvangsten bestemd voor het Begrotingsfonds voor het grondbeleid: basisallocatie 01.02, programma 12, afdeling 15)		495	
LU	89.01.00	Opbrengsten die voortvloeien uit de invordering van de bedragen verschuldigd door de eigenaars, vruchtgebruikers en exploitanten aan het		633	
LU	89.02.00	Opbrengsten voortkomend uit de terugvordering van de voorschotten toegekend voor technische uitgaven betreffende de toepassing van de wetgeving inzake ruilverkaveling		800	
Totaal voor afdeling 15					1.928
<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>					495
<i>Afdeling 16 (Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie)</i>					
NO	52.01.10	Terugbetaling van aan openbare en privé instellingen toegekende toelagen inzake huisvesting		0	
NO	53.01.10	Terugbetaling van aan particulieren verleende huisvestingstegenmoetkomingen		1.000	
HE	76.01.12	Opbrengst van de doorverkoop van afgedankte industrieterreinen (ontvangsten bestemd voor het fonds voor de sanering van de Waalse industriegebieden : basisallocatie 51.05, programma 03, organisatieafdeling 16)		900	
NO	76.02.32	Opbrengst van de verkoop van door de voormalige SDRW gebouwde woningen		50	
NO	86.01.10	Terugbetaling van terugvorderbare voorschotten inzake huisvesting		839	
HE	87.01.20	Terugbetaling van terugvorderbare voorschotten verleend voor het slopen van gebouwen opgetrokken met overtreding van de bepalingen van het Waalse wetboek van ruimtelijke ordening en stedenbouw		0	
Totaal voor afdeling 16					2.789
<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>					900
<i>Afdeling 17 (Plaatselijke besturen, Sociale actie en gezondheid)</i>					
TI	86.02.10	Terugbetaling van terugvorderbare voorschotten toegekend aan psychiatrische ziekenhuizen		0	
Totaal voor afdeling 17					0
<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>					0

<i>Ordonnancerend</i>		<i>Artikel</i>	<i>AANWIJZING VAN DE OPBRENGSTEN</i>	<i>(duizend EUR)</i>	
				<i>Per artikel</i>	<i>Totaal</i>
			<i>Afdeling 18 (Ondernemingen, werk en onderzoek)</i>		
MA	51.01.12	Terugvordering van schuldvorderingen en geschillen : expansie, herstructurering en ontwikkeling van bedrijven, industrie- en		1.000	
MA	52.02.12	Terugvordering van schuldvorderingen en geschillen : middenstand, Kmo's, sociale economie		1.652	
MA	86.01.10	Obrengst van overdracht van aandelen en terugbetaling van kredieten toegekend in het kader van de ontwikkeling en herstructurering van		0	
MA	86.02.10	Terugbetaling van kredieten en van terugvorderbare voorschotten : middenstand, Kmo's, sociale economie		34	
MA	86.04.10	Fonds voor industriële vernieuwing (ontvangsten bestemd voor het FRI : basisallocatie 51.07, programma 02, organisatieafdeling 18)		0	
MA	86.05.00	Opbrengst i.v.m. de uitvoering van een luchtvaartprogramma		0	
NO-MA	01.01.00	Ontvangsten geïnd overeenkomstig het decreet van 3 juli 2008 betreffende de bijstand voor onderzoek, ontwikkeling en innovatie in Wallonië (ontvangsten bestemd voor het Onderzoeksfonds : basisallocatie 01.01, programma 34, organisatieafdeling 18)		17.000	
			Totaal voor afdeling 18		19.686
			<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		17.000
			Totaal voor sector III.		26.559
			<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		18.470
			Totaal voor Titel II.		623.888
			<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		18.470
			TITEL III. - OPBRENGSTEN VAN LENINGEN		
AN	96.01.11	Opbrengst van leningen met een looptijd van meer dan een jaar, in euro		0	
AN	96.02.20	Opbrengst van leningen met een looptijd van meer dan een jaar, in vreemde munt		0	
			Totaal voor Titel III		0
			ALGEMEEN TOTAAL		7.050.345
			<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		174.827
			<i>Gezien om te worden gevoegd bij het ontwerp van decreet</i>		